

AKSYON

SITWAYEN ANGAJE



RAPPORT D'ENQUÊTE D'OPINION SUR LA SITUATION SÉCURITAIRE ET POLITIQUE EN HAÏTI

AVEC LE SOUTIEN DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE
DE LA FRANCOPHONIE
ET DU MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Liberté
Égalité
Fraternité

Enquête D'opinion Sur La Situation Sécuritaire Et Politique En Haïti

Réalisée par AKSYON SITWAYEN ANGAJE (ASA) en collaboration avec la firme ProEco Haïti. ASA est un consortium constitué de quatre organisations de la société civile haïtienne : Nègès Mawon, Initiative de la Société Civile, Koze Jèn Yo et FIBESR (Filles à Besoins Spéciaux pour la Réforme)

Ce rapport a été préparé par la firme de consultation ProEco Haïti.
Les consultants ayant contribué à l'étude sont :

Radjiv Thaylor ZEPHIRIN
Pierre Philippe Wilson REGISTE
Medginah Lynn ALEXANDRE
Enomy GERMAIN

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
1. INTRODUCTION	11
1.1. Contexte de l'étude	11
1.2. Objectifs	12
1.3. Méthodologie de l'étude	13
2. PRINCIPAUX RÉSULTATS	17
2.1. Caractéristiques socio-démographiques des répondants.es à l'enquête	17
2.2. Perception sur la situation sécuritaire	18
2.3. Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur la situation économique	19
2.4. Opinions sur l'impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	24
2.5. Insécurité et déplacements forcés	30
2.6. Opinions et niveaux de confiance envers les institutions	35
2.7. Élections et gouvernance	37

2.8. Opinions des répondants.es par rapport aux solutions à la crise	41
2.9. Évolution des perceptions citoyennes	42
2.10. Analyses globales de genre et d'inclusion	44
3. CONCLUSION ET PISTES D' ACTIONS	49
4.1. ANNEXE 1 : Profil socio-économique des répondants.es	51
5. ANNEXE 2 : Questionnaire	53

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1: Perception des répondants.es sur la situation sécuritaire	19
Figure 2: Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur la perte d'emploi	20
Figure 3 : Insécurité et pertes d'entreprises	21
Figure 5 : Insécurité et pertes financières selon la présence d'handicap	23
Figure 6 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès à la nourriture	24
Figure 7 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès aux soins de santé	25
Figure 8 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès à l'eau potable	26
Figure 9 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès au réseau téléphonique	27
Figure 10 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur le fonctionnement des écoles	28
Figure 11: Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès à l'électricité	29
Figure 12: Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur le transport	29
Figure 14: Déplacements liés à l'insécurité selon l'âge	31
Figure 15 : Incidents liés à l'insécurité au moment des déplacements forcés	32

Figure 16: Intention de retourner à l'adresse précédente selon le sexe du répondant	33
Figure 17: Fréquence de participation dans les activités religieuses	34
Figure 18 : Opinions et niveaux de confiance envers les institutions	36
Figure 19: Enregistrement à l'ONI selon la situation de handicap	37
Figure 20: Intérêt politique des répondants.es selon le milieu de résidence	38
Figure 21: Intention de vote selon le sexe et l'âge	39
Figure 22: Perception de l'importance des femmes dans la politique	41

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Haïti traverse depuis plusieurs années une crise sécuritaire, politique et socio-économique d'une sévérité exceptionnelle. L'expansion rapide des activités des groupes armés, la dégradation des institutions publiques et l'effondrement de l'économie et des services essentiels bouleversent profondément la vie quotidienne de la population. Dans ce contexte, le Consortium *Aksyon Sitwayen Angaje (ASA)* a réalisé une enquête nationale, déroulée sur la période allant du 07 au 18 janvier 2025, afin de recueillir les perceptions des citoyens concernant la sécurité, la gouvernance, l'accès aux services, la confiance institutionnelle et les perspectives électorales. L'étude s'appuie sur un échantillon représentatif de 1 291 adultes, couvrant l'ensemble des départements géographiques du pays, incluant les milieux urbain et rural. Les résultats de l'enquête mettent en évidence une situation préoccupante à tous les points de vue.

Sécurité et déplacement forcé. La sécurité demeure une préoccupation majeure. Si 67,2 % des répondants.es à l'enquête

estiment que leur quartier de résidence actuelle est sécuritaire, cette perception varie fortement entre les départements, l'Ouest, avec 59,9%, étant la région dite la moins sécuritaire. Selon les répondants.es, les zones urbaines sont les plus affectées par les violences des gangs armés. En outre, près d'un répondant sur cinq (19,6 %) a dû changer d'adresse pour fuir l'insécurité, et 47 % d'entre eux rapportent des incidents lors de leurs déplacements forcés, un taux dépassant 56 % dans l'Ouest.

Impacts économiques. L'insécurité fragilise profondément les moyens de subsistance. En effet, 33,4 % des répondants.es déclarent qu'au moins un des membres de leur ménage a perdu son emploi dans les deux dernières années, et 25,2 % ont vu disparaître une entreprise ou une activité génératrice de revenus, avec une forte concentration des pertes dans les zones urbaines. Environ 8,9 % déclarent avoir déjà payé ou contribué à une rançon à la suite d'un kidnapping ; un taux atteignant 15,3 % dans l'Artibonite. La majorité des pertes financières demeure inférieure à 250 000

gourdes, mais des pertes élevées dépassant 450 000 gourdes concernant 13,2 % des répondants.es.

Accès aux services essentiels. L'insécurité affecte directement l'accès de la population aux services de base. Près de 45,0 % des ménages déclarent avoir des difficultés à se procurer de la nourriture, même lorsqu'ils disposent des moyens financiers, et 60,9 % affirment avoir vécu plusieurs jours sans manger au cours des dernières années. Les services de santé sont également fortement perturbés : 45,0 % des répondants.es signalent une rupture d'accès aux soins. L'accès à l'eau potable via la DINEPA est affecté pour 34,4 % des répondants.es, tandis que 60,4 % rapportent que l'insécurité rend le signal téléphonique rarement disponible dans leur zone. Les établissements scolaires ne fonctionnent pas normalement pour 29,5 % des répondants.es, et 38,2 % d'entre eux estiment que l'insécurité contribue aux coupures d'électricité. Enfin, 39,5 % déclarent que le transport est perturbé, limitant leur mobilité et l'accès aux biens et services essentiels.

Perceptions institutionnelles et participation citoyenne. La confiance envers les institutions étatiques est faible. La Primature (51,0 % de méfiance), le Conseil Présidentiel de Transition (52,4 %), le CEP (46,1 %) et les partis politiques (60,3 %) sont les institutions les moins crédibles aux yeux des répondants.es. Les mairies et la justice bénéficient d'une perception légèrement plus favorable, sans toutefois atteindre un niveau de confiance majoritaire. L'intérêt politique reste limité (32,1 %), en particulier chez les femmes (25,2%) et en milieu urbain (27,0%). En ce qui concerne le secteur privé, la méfiance est également

élevée : il n'inspire pas confiance à 51,7 % des répondants.es.

Élections et gouvernance. La majorité des répondants.es (91,0%) sont enregistrés pour obtenir la carte d'identification nationale, condition essentielle à la participation électorale. Un peu plus de la moitié (57,6 %) déclarent vouloir voter. La demande de crédibilité électorale est forte : 55,5 % estiment qu'il vaut mieux éviter de mauvaises élections, et 95,4 % affirment que la sécurité doit être rétablie avant toute échéance électorale. Ces résultats traduisent une volonté de participation, mais dans un cadre sûr, transparent et fiable.

Solution à la crise sécuritaire. La population exprime une forte attente de solutions concrètes face à l'insécurité. Plus de la moitié (52,1 %) estiment qu'une force étrangère est nécessaire, même si seuls 19,5 % jugent que les forces actuelles font un bon travail. Un large consensus se dégage en faveur de réponses nationales structurées : 83,4 % soutiennent l'idée de discussions nationales et 74,7 % appuient la tenue d'une conférence nationale. Parallèlement, 74,8 % se disent favorables à un fonds spécial pour la sécurité, ce qui témoigne d'une volonté de contribuer à la stabilisation du pays.

Évolution des perceptions citoyennes. La comparaison des données collectées avec celles d'une enquête menée par l'OCID en 2021 met en évidence une certaine évolution dans la perception des citoyen·nes. Si la méfiance envers les institutions publiques demeure élevée, les niveaux observés en 2025 diffèrent de ceux relevés en 2021, notamment pour le CEP (avec une diminution de la méfiance de 57,9% à 46,1%) et de la présidence/CPT (avec une augmentation de la méfiance de

43,3% à 53,4 %). Les autorités locales sont désormais perçues plus favorablement qu'auparavant (33,8 % de méfiance), ce qui contraste avec leur très faible crédibilité dans l'étude de l'OCID (56,4 %). Les médias restent les acteurs les plus crédibles, avec une confiance nettement plus élevée envers les médias traditionnels. La détention de la carte d'identité demeure globalement stable entre les deux périodes, avec plus de 80 % des adultes déclarant en posséder une. Enfin, les attitudes électorales restent marquées par de fortes réticences, mais les niveaux de méfiance à l'égard du processus électoral semblent moins prononcés qu'en 2021.

Pistes d'actions prioritaires

- ▶ Restaurer en priorité la sécurité. Sans le rétablissement de l'ordre public, aucune mesure sociale, économique ou électorale ne peut être viable. La sécurisation des zones urbaines et des axes stratégiques est indispensable à la mobilité, au fonctionnement des services et à la reprise des activités économiques.
- ▶ Réhabiliter les services essentiels. Les ruptures d'accès à l'eau, aux soins, au transport, à la nourriture et à l'électricité aggravent la crise humanitaire. Stabiliser ces services renforcerait la résilience des ménages et réduirait la vulnérabilité des zones les plus exposées.
- ▶ Soutenir les moyens de subsistance. La perte d'emplois et d'activités économiques fragilise les ménages et accentue la pauvreté. Des programmes ciblés de relance économique et de protection sociale sont nécessaires, en particulier en milieu urbain.
- ▶ Restaurer la crédibilité de l'État. Les institutions publiques bénéficient d'une faible confiance de la part de la population. L'amélioration de la perception de la population à l'égard de ces institutions doit notamment passer par le renforcement de la transparence institutionnelle et la démocratisation des informations publiques.
- ▶ Garantir des élections crédibles et inclusives. Les citoyens souhaitent voter, mais pas sans sécurité. Il est essentiel d'assurer les conditions matérielles, sécuritaires et administratives d'une participation large et équitable.
- ▶ Encadrer clairement l'appui international. Une partie de la population soutient une assistance étrangère, mais demande plus d'efficacité et de cohérence. Une meilleure coordination entre les autorités nationales et les partenaires extérieurs est indispensable.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte de l'étude

Depuis 2018, Haïti traverse une crise multidimensionnelle aiguë, marquée par une insécurité croissante et une instabilité socio-politique persistante. La situation s'est encore détériorée en 2020 avec la formation de la coalition de groupes armés « G-9 en famille et alliés » connus également sous le nom de « *Viv Ansanm* », dont les actions consistent à terroriser la population, organiser des raids et entraver la libre circulation des personnes et des biens et des marchandises en bloquant des axes routiers stratégiques à travers le pays. L'assassinat du président Jovenel Moïse, en juillet 2021, a constitué un tournant majeur dans l'aggravation de la crise nationale.

Les citoyens et citoyennes demeurent les principales victimes de cette crise dont les effets se répercutent sur tous les secteurs de la vie nationale. Outre les lourdes pertes en vies humaines, la crise a engendré une situation humanitaire critique sans précé-

dent. Selon la Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNSA), près de 5 millions de personnes, soit la moitié de la population haïtienne analysée, vivent en insécurité alimentaire entre mars et juin 2024.

Dans ce contexte, la recherche de solutions durables nécessite une démarche inclusive, fondée sur l'écoute des perceptions, des attentes et des priorités de la population. C'est dans cette perspective que le **Consortium Aksyon Sitwayen Angaje (ASA)** — regroupant quatre organisations de la société civile haïtienne (Nègès Mawon, Initiative de la Société Civile, Koze Jèn Yo et FIBESR – Filles à Besoins Spéciaux pour la Réforme) — a bénéficié du soutien de la National Democratic Institute (NDI) afin de conduire une enquête nationale sur la situation sécuritaire et politique du pays.

Si la phase préparatoire de l'étude a débuté en novembre 2024, la collecte des données s'est déroulée du 07 au 18 janvier 2025, dans un contexte d'insécurité généralisée, ce qui a rendu les opérations de terrain particulièrement difficiles. Les étapes suivantes du processus — notamment le traitement, la validation et l'analyse des données — n'ont toutefois pas pu être conduites immédiatement, car l'ensemble du projet a été interrompu à la suite de la suspension du financement de la *National*

Democratic Institute (NDI), consécutive à la décision de l'administration américaine de réévaluer ses priorités de financement dans le monde. Les travaux ont finalement pu reprendre en octobre 2025 grâce à l'appui de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Le présent document constitue le rapport de l'étude.

1.2. Objectifs

L'objectif de cette étude consiste à recueillir et à analyser les perceptions de la population haïtienne concernant la situation sécuritaire et politique actuelle du pays, afin d'éclairer les décideurs publics, les acteurs de la société civile et les partenaires internationaux sur les priorités et les préoccupations des citoyens.

De façon spécifique, les objectifs sont les suivants :

- ▶ Collecter des informations susceptibles d'être mobilisées pour élaborer des politiques publiques en vue d'interventions sociales et politiques efficaces, en matière de gouvernance en général.
- ▶ Documenter les opinions de la population, en accordant une attention particulière aux femmes, aux personnes vivant avec un handicap et aux autres groupes minoritaires, sur la situation politique et sécuritaire du pays.

- ▶ Mesurer le niveau de confiance des citoyennes et des citoyens envers les institutions étatiques et politiques, ainsi que les médias, le secteur privé et les organisations internationales.
- ▶ Analyser les variations d'opinion en fonction des caractéristiques sociodémographiques, notamment le sexe, le milieu de résidence et le département.

En somme, cette enquête vise à fournir un portrait fidèle et nuancé des perceptions de la population haïtienne face à la situation sécuritaire et politique actuelle. En combinant l'analyse du sentiment de sécurité et de la confiance institutionnelle, elle permettra de dégager des tendances clés utiles à la compréhension du climat social et politique du pays.

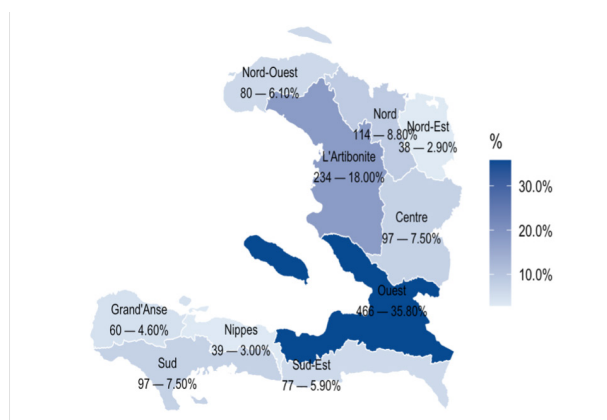
Les résultats obtenus constitueront une base empirique capable d'orienter les actions des décideurs publics, des organi-

sations de la société civile et des partenaires internationaux souhaitant contribuer à la stabilisation, à la gouvernance démocratique et à la reconstruction de la confiance entre l'État et la population.

1.3. Méthodologie de l'étude

La méthodologie utilisée pour cette enquête nationale repose sur une enquête quantitative menée auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du pays.

Unité d'enquête et d'analyse



Cette enquête a utilisé la stratégie d'une enquête de ménage, avec pour cible principale les personnes âgées de 18 ans ou plus des ménages ciblés. Une personne âgée d'au moins 18 ans a été désignée dans chaque ménage enquêté afin de recueillir son opinion sur la situation sécuritaire et politique du pays. De plus, lors de cette enquête, chaque répondant ou répondant a fourni des informations sur son ménage. De ce fait, ce répondant est considéré comme un représentant du ménage.

Échantillonnage

La méthode *Lot Quality Assurance Sampling* (LQAS) a été utilisée pour l'échantillonnage. Il a été démontré dans la littérature (World Vision, 2014), testé (GWI, 2018) et validé en Haïti (CARE, 2020) que cette méthode permet de produire des estimations de qualité en très peu de temps et à faibles coûts.

Pour mettre en œuvre la méthode adoptée, le pays a été divisé en 11 régions représentant les départements géographiques, à l'exception de l'Ouest qui est scindé en deux (la région métropolitaine de Port-au-Prince et le reste de l'Ouest) compte tenu de sa superficie et de sa diversité. Ensuite, un total de 66 lots, soit six (6) par région, constitués de sections d'énumération (SDE) mises en place par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), a été tiré dans tout le pays selon une probabilité proportionnelle à la taille des régions, c'est-à-dire au nombre de ménages de chaque région.

Pour chaque lot (SDE), 19 ménages ont été sélectionnés selon la méthode de la marche aléatoire, et un des membres du ménage âgé de 18 ans ou plus, choisi au hasard, a été interviewé. Donc, l'échantillon ciblé a été constitué de 1 254 participants.

es. Cette taille d'échantillon est suffisante pour estimer une proportion dans une population d'au moins 100 000 personnes avec une variabilité maximale, un niveau de confiance de 95%, une marge d'erreur de 4% et un effet de plan de 2.

Collecte de données

L'équipe d'ASA a mobilisé 66 enquêteurs et enquêtrices, répartis sur l'ensemble du territoire national, pour la collecte de données sur la période du 07 au 18 janvier 2025.

La collecte des données a été réalisée en face à face à l'aide de téléphones intelligents. Le questionnaire a été programmé dans l'application Open Data Kit (ODK). Au total, les enquêteurs ont interviewé 1 291 participants.es, soit un taux de réponse de 103,0 %.

Formation des enquêteurs et enquêtrices

Les enquêteurs et enquêtrices ont été formés selon une approche en cascade. Du 25 au 27 octobre 2024, les consultants de ProEco Haïti ont formé les formateurs et formatrices de l'équipe d'ASA, qui ont ensuite dispensé la formation aux enquêteurs et enquêtrices dans les différents départements les 28, 29 et 30 novembre 2024.

Ajustement et analyse des données

Pour l'analyse des données, les réponses recueillies ont été traitées et analysées à l'aide de techniques statistiques, descrip-

tives et inférentielles, permettant d'estimer les proportions pondérées aux niveaux national et départemental. Une pondération des données a été effectuée afin de corriger les différences de probabilité de sélection entre les départements et d'assurer la représentativité de l'échantillon par rapport à la population nationale. Les poids ont été calculés en fonction de la répartition réelle de la population adulte, par sexe et par département, à partir des données de référence les plus récentes de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Cette pondération garantit que les résultats reflètent fidèlement la structure démographique du pays, tout en limitant les biais liés à la surreprésentation ou à la sous-représentation de certains groupes.

Les analyses ont été réalisées en tenant compte du plan d'échantillonnage complexe, afin d'obtenir des estimations robustes. Tous les résultats ont été comparés en fonction du sexe, du milieu de résidence et du département.

Difficultés rencontrées et limites de l'enquête

Malgré la rigueur méthodologique adoptée, l'enquête présente plusieurs limites à souligner. Premièrement, la méthode de sélection des ménages par marche aléatoire comporte un risque de biais de sélection, particulièrement dans les zones fortement touchées par l'insécurité où l'accès demeure restreint. Deuxièmement, les informations collectées reposent sur des déclarations auto-rapportées, ce qui peut introduire des biais de rappel ou de désirabilité sociale.

Par ailleurs, bien que la pondération par sexe et par département contribue à améliorer la représentativité nationale, elle ne permet pas de corriger intégralement d'éventuels déséquilibres liés à la non-réponse ou à la sous-couverture de certains groupes, notamment dans les zones rurales enclavées ou contrôlées par des groupes armés.

Enfin, en raison des contraintes d'accès et des risques sécuritaires, les résultats obtenus pour les départements de l'Ouest et de l'Artibonite reflètent davantage la situation des zones accessibles et relativement sécurisées que celle des zones à plus forte insécurité, qui n'ont pas pu être couvertes.

2. PRINCIPAUX RÉSULTATS

2.1. Caractéristiques socio-démographiques des répondants.es à l'enquête

La population enquêtée présente un profil sociodémographique, comme l'illustre le tableau #1 en annexe, marqué par une proportion plus élevée de femmes (57,3 % contre 42,7 % d'hommes). Sur le plan territorial, à l'image de la répartition de la population nationale révélée par les derniers recensements, le département de l'Ouest compte pour 35,8 % des répondants.es, suivi de l'Artibonite (18 %) et du Nord (8,8 %), tandis que les Nippes (3,0 %) et le Nord-Est (2,9 %) sont les moins représentés.

Les femmes restent majoritaires dans presque tous les départements, avec un écart particulièrement marqué dans le Centre, où elles représentent 66,3 % des répondants.es, contre 33,7 % d'hommes. Cette proportion féminine, relativement

plus élevée, a été corrigée par la pondération des résultats. La majorité de la population vit en milieu rural (61,6 %).

Au niveau de la population sous étude, environ 33,9% sont des jeunes (entre 18 et 35 ans) reflétant ainsi une population assez jeune. Les jeunes sont beaucoup plus élevés au niveau des départements de la Grand-Anse (38,9%), du Nord-Ouest (45,2%) et de l'Ouest (37,0%) alors qu'ils sont moins élevés dans les départements de l'Artibonite (34,9%), des Nippes (28,9%), du Nord (28,3%), du Nord-Est (25,2%), du Centre (30,8%), du Sud (32,7%), et du Sud-Est (19,0%). Il y a beaucoup plus de jeunes de sexe féminin (36,9 %) que de sexe masculin (30,8 %). De plus, les jeunes sont plus présents en milieu urbain (42,2 %) qu'en milieu rural (28,7 %).

Le niveau d'éducation dessine une structure contrastée : 14,6 % des répondant.es n'ont jamais été scolarisés, 26,8 % ont atteint le niveau primaire ou moins, tandis que 55,6 % déclarent avoir atteint le niveau secondaire ou plus. Les femmes (49,7%) sont sous-représentées parmi les personnes ayant un niveau secondaire ou plus par rapport aux hommes (61,3%). Ce constat illustre la persistance d'une fracture éducative genrée, plus accentuée dans les départements du Centre et du Sud-Est où les femmes sont particulièrement sous-représentées dans les niveaux d'éducation élevés. Cette inégalité structurelle est susceptible de se répercuter sur l'accès différencié au marché du travail et sur la participation des femmes à la vie publique.

Sur le plan religieux, le paysage reste plus ou moins équilibré : 40 % des répondant.es sont catholiques, 42,1 % protestants/méthodistes/adventistes/ témoins de Jéhovah, avec un pourcentage plus élevé chez les femmes au sein de ces derniers (55,3 %). Enfin, les vodouisants représentent 6,3 % de l'échantillon et présentent un profil quasi paritaire.

Parmi les répondant.es, 14,2 % affirment avoir au moins un handicap. Il y a beaucoup plus de répondant.es ayant un handicap en milieu rural (18,6 %) qu'en milieu urbain (7,2 %). Les répondant.es ayant un handicap sont plus présent.es dans les départements de la Grand'Anse (17,4 %), des Nippes (19,2 %), du Centre (25,2 %), du Sud (16,6 %) et du Sud-Est (39,1 %) comparativement aux départements de l'Artibonite (13,1 %), du Nord (9,1 %), du Nord-Est (14,0 %), du Nord-Ouest (11,0 %) et de l'Ouest (9,1 %). Il n'y a aucune différence par rapport au genre.

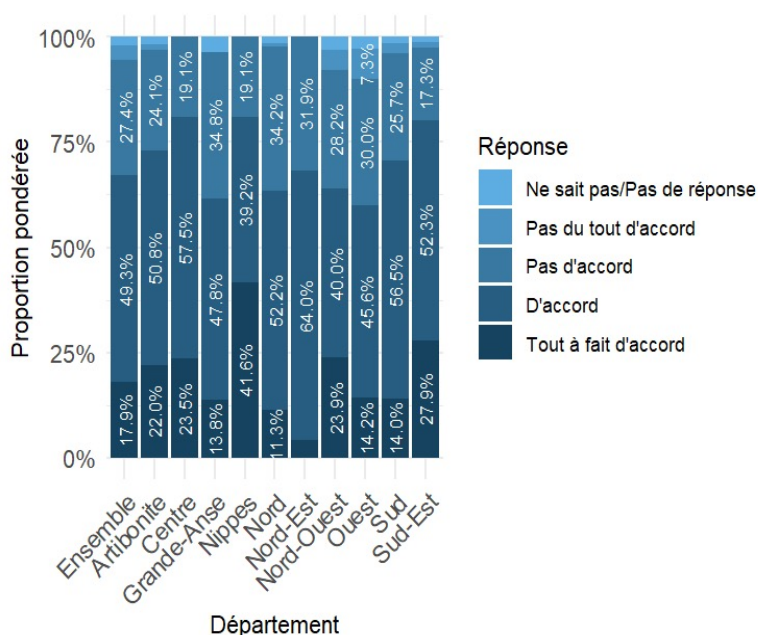
2.2. Perception sur la situation sécuritaire

Dans l'ensemble, près de sept participant.es sur dix (67,2 %) déclarent être d'accord avec l'affirmation selon laquelle leur quartier de résidence actuel est sécuritaire, avec des différences significatives selon le sexe, le département et le milieu de résidence. Cette proportion n'est statistiquement significative ni entre les jeunes (66,4 %) et les non-jeunes (67,5 %), ni entre les personnes en situation de handicap (68,4 %) et celles qui ne le sont pas (67,0 %).

Sur le plan géographique, la proportion de répondant.es adhérant à cette affirmation est plus faible dans l'Ouest (59,9 %). De plus, elle est moins élevée en milieu urbain (57,4 %) qu'en milieu rural (73,3 %).

Cette tendance reflète la concentration des activités criminelles et la forte exposition aux violences armées observées dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Figure 1: Perception des répondants.es sur la situation sécuritaire



2.3. Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur la situation économique

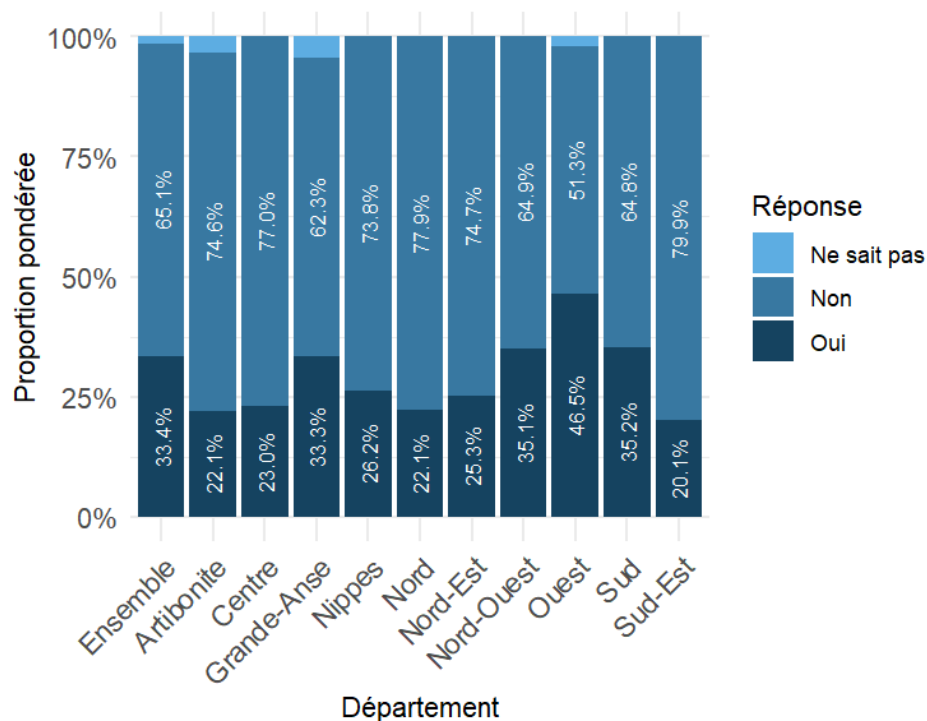
🔗 Insécurité et pertes d'emplois

Environ un tiers des participants.es (33,4 %) déclarent qu'au moins un membre de leur ménage a perdu son emploi au cours des deux dernières années.

Sur le plan territorial, la perte d'emploi liée à l'insécurité est particulièrement élevée dans le département de l'Ouest (46,5 %). À l'inverse, l'Artibonite apparaît comme la zone la plus épargnée, où 74,6 % des répondants.es déclarent qu'aucun membre de leur ménage n'a perdu son emploi. Dans le cas de l'Artibonite, ce résultat doit toutefois être interprété avec prudence, car les données n'ont pas pu être collectées dans les zones les plus touchées par la violence des gangs — notamment le Bas-Artibonite — en raison des contraintes d'accès.

L'analyse révèle également une forte polarisation selon le type de milieu : la proportion de ménages ayant déclaré une perte d'emploi atteint 42,4 % en zone urbaine, contre 27,8 % en zone rurale. Cette différence, statistiquement significative, traduit le fait que l'insécurité a d'abord frappé les espaces commerciaux et les pôles d'activités économiques, majoritairement concentrés dans les centres urbains. Cette dynamique a accentué la vulnérabilité socio-économique des populations vivant dans ces zones, plus exposées aux perturbations du marché du travail et aux fermetures d'entreprises.

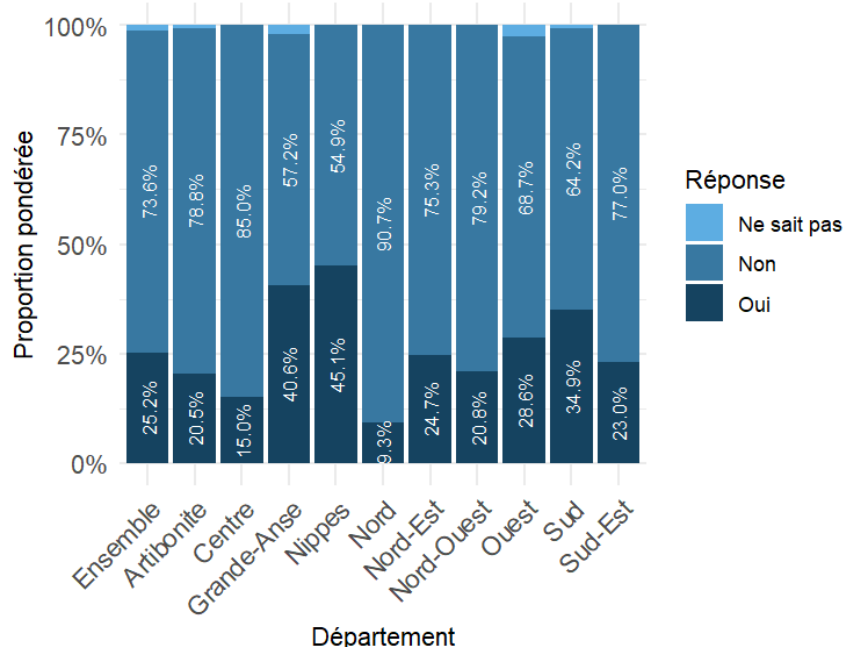
Figure 2: Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur la perte d'emploi



[Insécurité et pertes d'actifs](#)

Environ un quart des participants.es (25,2 %) déclarent que leur ménage a perdu une entreprise, une boutique ou d'autres activités génératrices de revenus en raison de la situation sécuritaire. Cette situation touche tous les départements, mais le Nord le moins (9,3 %).

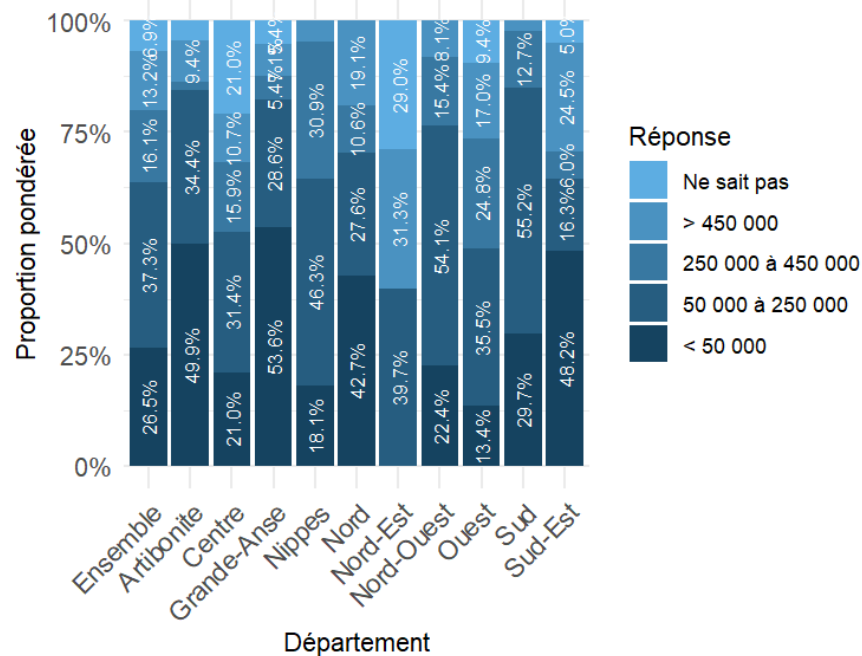
Figure 3 : Insécurité et pertes d'entreprises



La majorité des répondants.es (63,8 %) indique des pertes financières situées dans des tranches n'excédant pas 250 000 gourdes. Plus précisément, 37,3 % font état de pertes comprises entre 50 000 et 250 000 gourdes, et 26,5 % rapportent des pertes avoisinantes ou inférieures à 50 000 gourdes. Les pertes de plus grande ampleur, au-delà de 450 000 gourdes, touchent 13,2 % des ménages, tandis que 16,1 % déclarent des montants compris entre 250 000 et 450 000 gourdes. Par ailleurs, 6,9 % n'ont pas été en mesure de fournir une estimation.

- ▶ Artibonite, Grand-Anse et Sud-Est : la majorité des participants.es estime les pertes à des montants relativement faibles (moins de 50 000 gourdes : 49,9 %, 53,6 % et 48,2 % respectivement).
- ▶ Sud : Ce département affiche une proportion importante de pertes entre 50 000 et 250 000 gourdes (55,2 %) ;
- ▶ Nippes et Ouest : les pertes se concentrent surtout dans la tranche 250 000 – 450 000 gourdes (30,9 % et 24,8 % respectivement), ce qui reflète une prévalence de pertes moyennes ;
- ▶ Nord-Est : profil particulier, avec des proportions notables de pertes très élevées (31,3 % avec plus de 450 000 gourdes) ;
- ▶ Nord, Nippes et Nord-Ouest : ces trois départements présentent une distribution proche de la moyenne dans ces catégories.

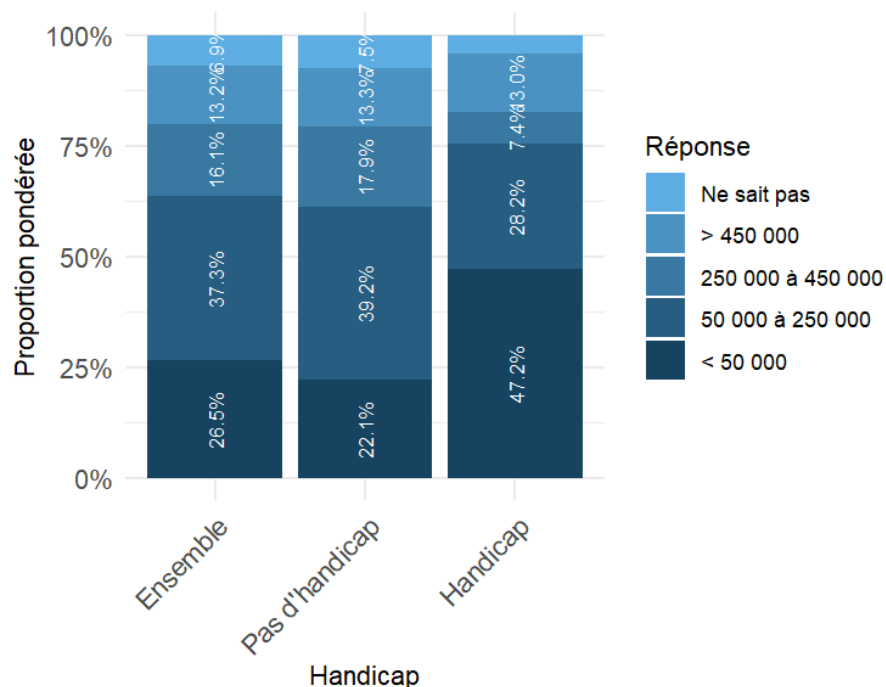
Figure 4 : Insécurité et pertes financières par département



Les résultats sont également très contrastés selon le type de zone. En milieu urbain, les pertes élevées (de 250 000 à 450 000 gourdes) et très élevées (> 450 000 gourdes) sont nettement plus fréquentes (45,3 % contre 17,8 % en milieu rural), probablement liées à la concentration des activités économiques et à la forte exposition aux actes criminels dans les grandes villes.

Les répondants.es en situation de handicap sont plus présents.es parmi celles et ceux ayant perdu moins de 50 000 gourdes (47,2%), par rapport aux catégories les plus élevées. Ce résultat met en évidence la vulnérabilité économique accrue des personnes handicapées, souvent engagées dans des activités de subsistance à faible capital ou dépendantes d'économies informelles particulièrement fragiles face aux chocs sécuritaires.

Figure 5 : Insécurité et pertes financières selon la présence d'handicap



Par ailleurs, les données de la présente enquête soulignent l'ampleur du phénomène de libération contre rançon lié au kidnapping : 8,9 % des ménages déclarent avoir déjà contribué au paiement d'une rançon pour un proche enlevé. Cette situation est davantage rapportée par les hommes (11,3 %, contre 6,4 % chez les femmes) et apparaît particulièrement fréquente dans le département de l'Artibonite (15,3 %), alors qu'elle demeure beaucoup plus rare dans le Nord (1,0 %).

Ce contraste territorial s'explique en partie par la forte emprise des groupes armés — notamment ceux connus sous le nom de « Viv Ansanm » — dans le Bas-Artibonite, où les activités criminelles liées aux enlèvements sont particulièrement répandues.

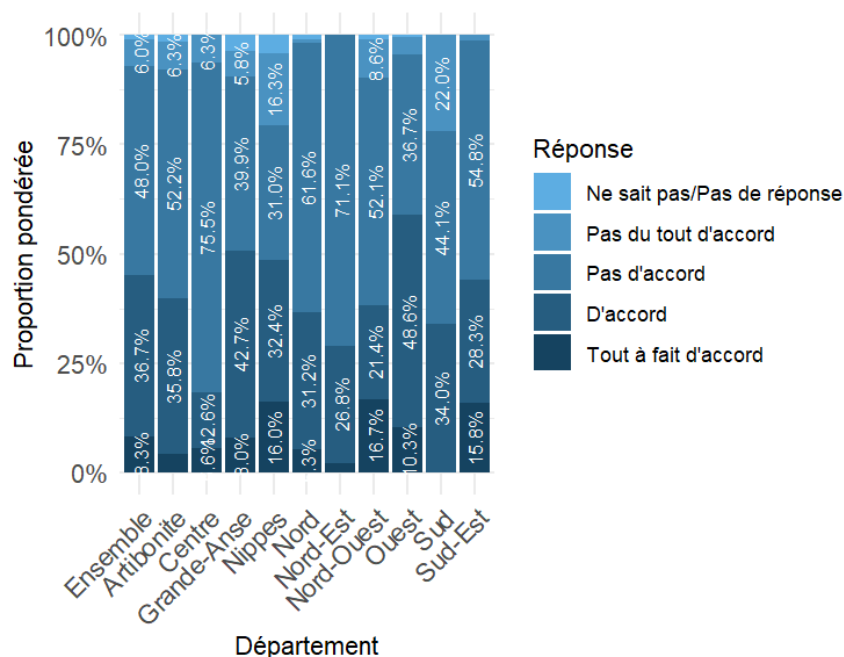
2.4. Opinions sur l'impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base

🔗 Accès à la nourriture

Un peu moins de la moitié des répondants.es (45,0 %) déclarent que, même s'ils en ont les moyens, l'insécurité les empêche de se procurer la nourriture nécessaire à leur subsistance. Cette perception est similaire chez les hommes et les femmes, mais elle varie selon le lieu de résidence : les ménages du milieu urbain (50,7 %) se disent plus affectés que ceux du milieu rural (41,4 %). Les écarts territoriaux sont également marqués, avec une proportion particulièrement élevée dans l'Ouest (58,9 %) et beaucoup plus faible dans le Centre (18,2 %). Ces résultats montrent que l'insécurité perturbe davantage les zones urbaines, où les marchés, transports et circuits d'approvisionnement sont régulièrement affectés.

Par ailleurs, 60,9 % des participants.es déclarent avoir passé plusieurs journées sans manger au cours des dernières années. Les femmes (64,6 %) rapportent davantage cette situation que les hommes (57,0 %), et les ménages ruraux (64,2 %) sont plus touchés que ceux du milieu urbain (55,3 %). Ces écarts, bien que modestes, indiquent une vulnérabilité alimentaire légèrement plus élevée chez les femmes et les résidents des zones rurales.

Figure 6 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès à la nourriture

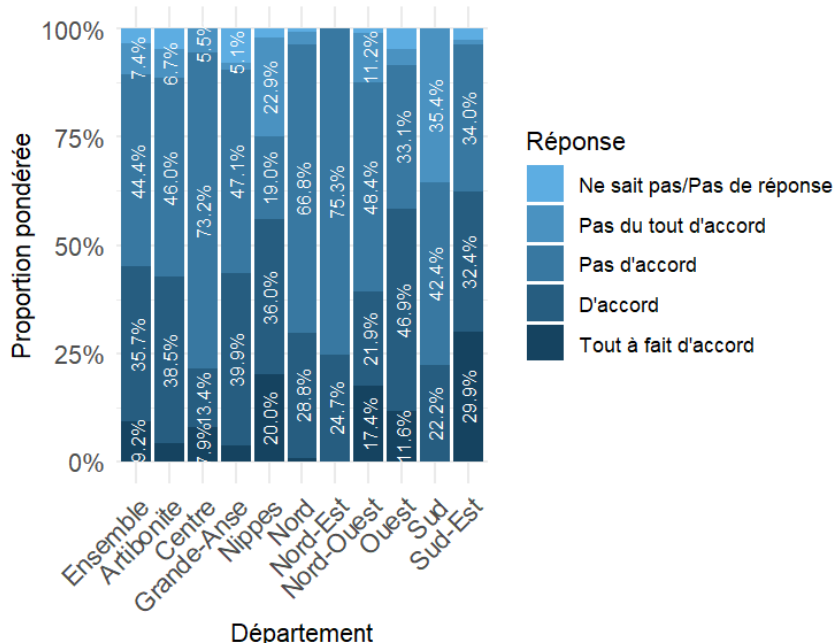


[Accès aux soins de santé](#)

Près de la moitié des répondants.es (45,0 %) estiment que l'insécurité a perturbé l'accès aux soins de santé. Les hommes (49,5 %) sont plus nombreux que les femmes (40,5 %) à partager cette perception.

Les disparités départementales sont importantes : cette opinion est plus répandue dans l'Ouest (58,5 %) et le Sud-Est (62,3 %), alors qu'elle demeure faible dans le Sud (22,2 %), le Nord (29,6 %) et le Centre (21,4 %). Les répondants.es du milieu urbain (52,4 %) se sentent davantage affectés que ceux du milieu rural (40,4 %), ce qui reflète l'exposition des centres de santé urbains à des blocages, des affrontements et des difficultés d'accès.

Figure 7 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès aux soins de santé

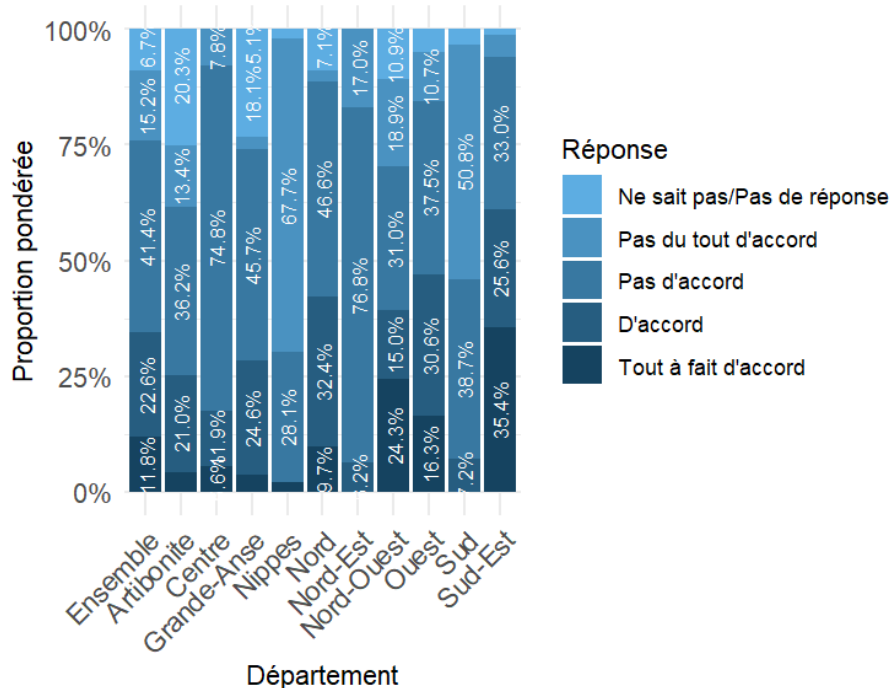


[Accès à l'eau potable](#)

Plus d'un tiers des participants.es (34,4 %) estiment que l'insécurité perturbe l'accès à l'eau potable fournie principalement par la Direction Nationale d'Eau Potable (DINEPA). Cette perception ne varie pas significativement selon le sexe, mais elle présente de fortes disparités régionales : elle est particulièrement élevée dans l'Ouest (46,9 %) et le Sud-Est (61,0 %), alors qu'elle demeure faible dans l'Artibonite (27,2 %), les Nippes (21,1 %), le Nord-Est (6,2 %), le Centre (17,4 %) et le Sud (7,2 %).

Parmi les répondants.es, ceux du milieu urbain (44,0 %) sont plus nombreux à signaler des difficultés d'accès à l'eau que ceux du milieu rural (28,4 %). Cette différence met en évidence la vulnérabilité des réseaux d'approvisionnement urbains, souvent exposés aux coupures, sabotages ou interruptions de service dans les zones les plus touchées par les violences armées.

Figure 8 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès à l'eau potable

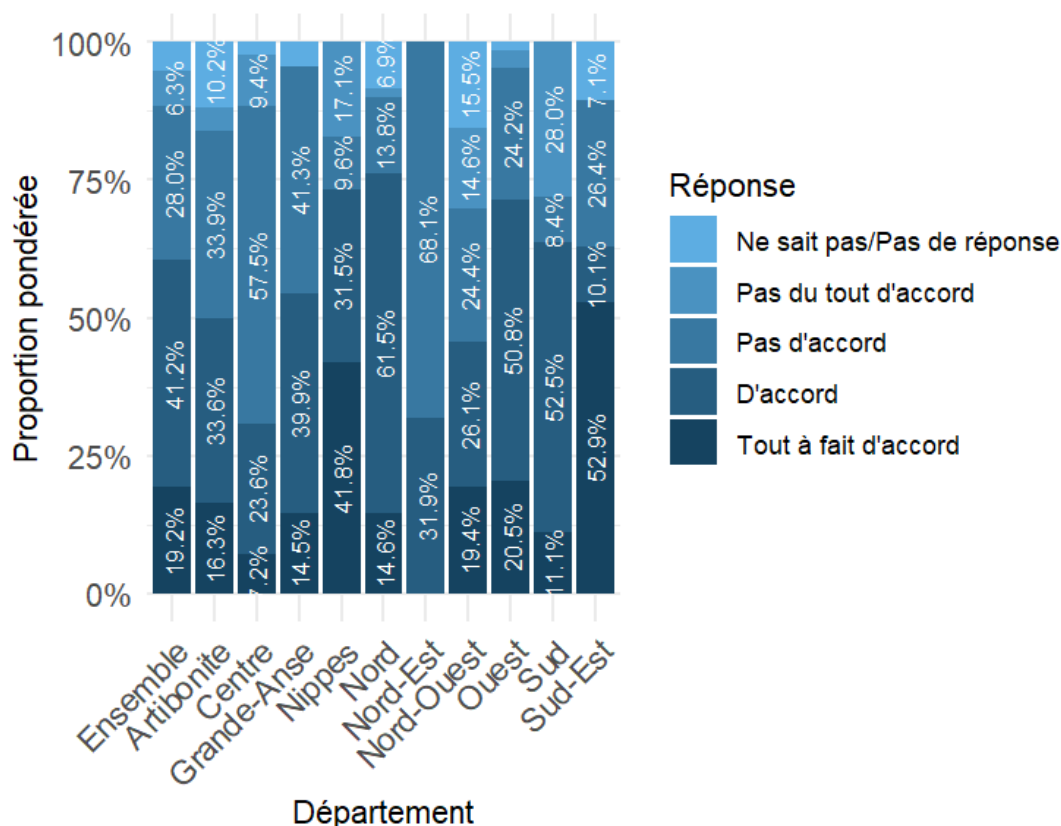


🔗 Perturbation du réseau téléphonique

Un peu plus de six répondants.es sur dix (60,4 %) affirment que l'insécurité rend le signal téléphonique rarement disponible dans leur zone. Cette opinion ne varie pas selon le sexe, mais elle présente d'importantes différences régionales ; elle est très élevée dans l'Ouest (71,3 %) et le Nord (76,1 %), mais nettement plus faible dans le Centre (30,1 %), le Nord-Ouest (45,5 %), l'Artibonite (49,9 %) et le Nord-Est (31,2 %).

Les écarts observés traduisent principalement la fréquence des coupures de réseau dans les zones où les activités criminelles, les affrontements armés ou les sabotages perturbent régulièrement les infrastructures de télécommunication. Dans d'autres cas, il s'agirait des problèmes techniques originaires de Port-au-Prince où les systèmes des compagnies sont affectés par les activités des gangs armés.

Figure 9 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès au réseau téléphonique

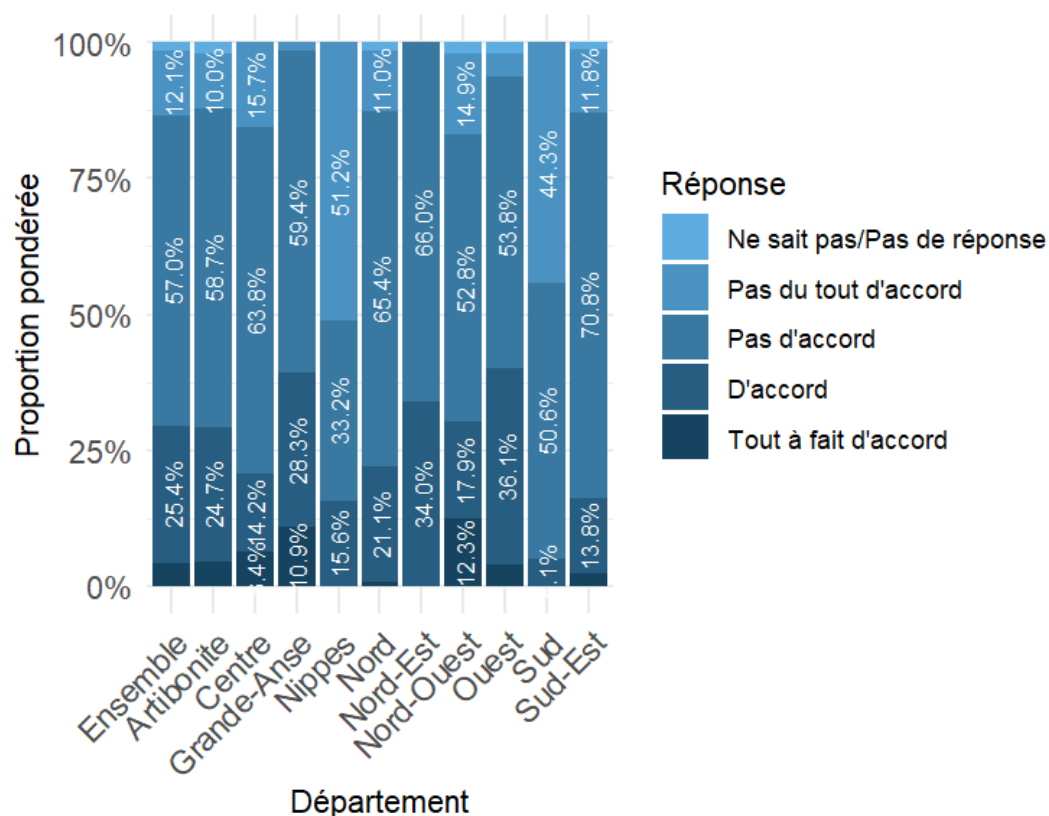


Fonctionnement des écoles

Près de 29,5 % des participants.es pensent que l'insécurité empêche les écoles de fonctionner normalement dans leur zone actuelle de résidence. Cette perception est particulièrement élevée dans l'Ouest (40,0 %), mais très faible dans le Sud (5,8 %). Les habitants du milieu urbain (43,1 %) sont plus nombreux à partager cette opinion que ceux du milieu rural (21,0 %). Aucune différence significative n'est observée selon le sexe.

Les résultats montrent que les établissements scolaires situés en zones urbaines sont davantage exposés à la violence et aux perturbations du transport, ce qui nuit l'accès à l'éducation dans les zones concernées.

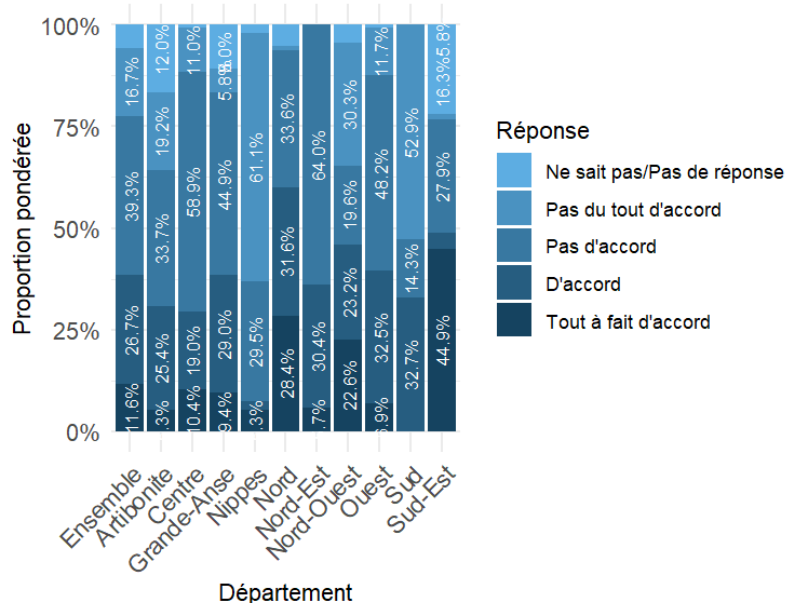
Figure 10 : Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur le fonctionnement des écoles



Accès à l'électricité

Environ 38,2 % des répondants.es estiment que l'insécurité a provoqué l'absence d'électricité dans leur zone. Les répondants.es du milieu urbain (43,2 %) se sentent plus touchés que ceux du milieu rural (35,2 %), ce qui peut refléter la vulnérabilité des infrastructures électriques urbaines face aux attaques, coupures ou sabotages. Les répondants.es vivant avec un handicap en sont affectés : 39.7% se disent être d'accord contre 39.4 % qui ne le sont pas, toutefois cet écart est très faible.

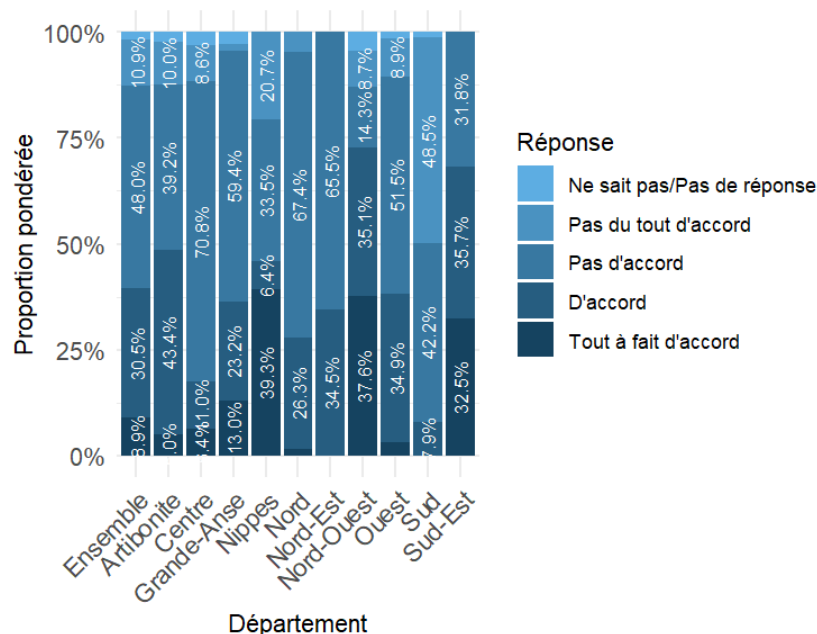
Figure 11: Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur l'accès à l'électricité



Transport

39,5 % des répondants.es considèrent que l'insécurité empêche le fonctionnement normal du transport dans leur région. Les écarts départementaux sont très importants : Nord-Ouest (72,6 %) et Sud-Est (68,2 %) contre Sud (7,9 %) et Centre (17,4 %). Le milieu urbain (44,6 %) se montre également plus affecté que le milieu rural (36,2 %).

Figure 12: Opinions des répondants.es sur l'impact de l'insécurité sur le transport



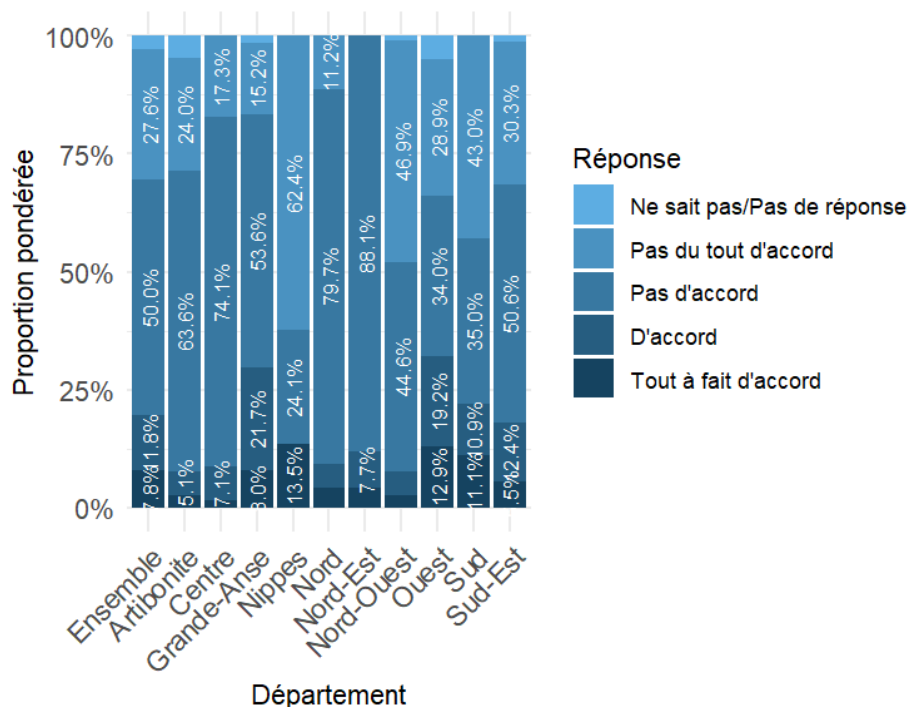
2.5. Insécurité et déplacements forcés

📌 Déplacements liés à l'insécurité

Les données collectées montrent qu'environ un répondant sur cinq (19,6 %) déclare que son adresse actuelle résulte d'un déplacement forcé lié à l'insécurité. Cette perception ne varie pas en fonction du sexe, mais dépend fortement du département et du milieu de résidence, du groupe d'âge et surtout de la présence d'un handicap chez le répondant.

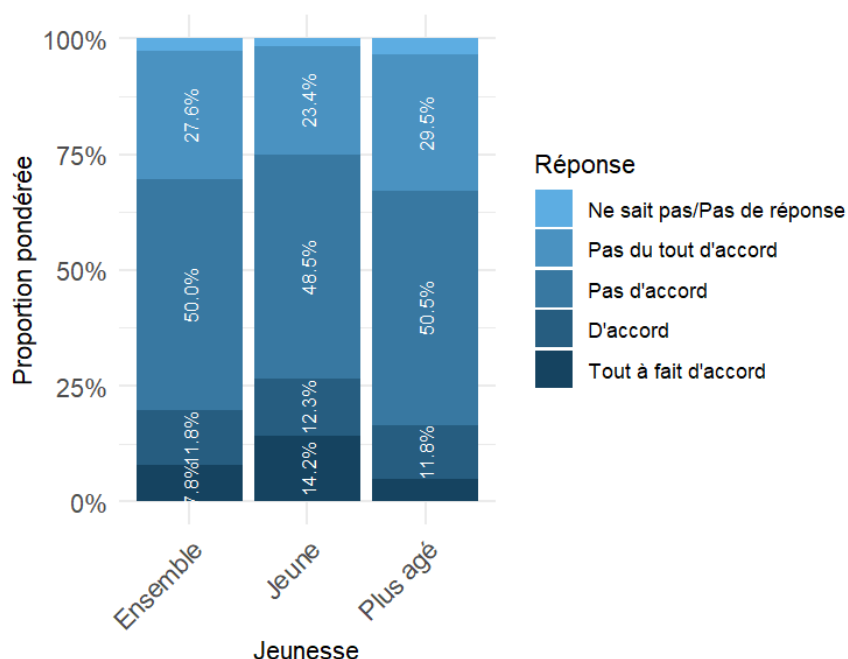
Les déplacements forcés sont particulièrement élevés dans l'Ouest (32,1 %) et nettement plus faibles dans l'Artibonite (7,7 %). Par ailleurs, les répondants.es du milieu urbain (27,8 %) sont presque deux fois plus nombreux à l'affirmer que ceux du milieu rural (14,5 %). Les écarts observés révèlent l'intensité des violences urbaines, ce qui pousse davantage les habitants des zones métropolitaines à se déplacer.

Figure 13: Déplacements liés à l'insécurité selon le département



Il y a plus de jeunes (26,5 %) qui déclarent être déplacés que de personnes plus âgées (16,5 %). En outre, les répondants et les répondantes ne vivant pas avec un handicap se sont déplacés et déplacées davantage (20,6 %) que celles et ceux qui en ont (13,5 %). Cette différence pourrait s'expliquer notamment par des écarts de mobilité entre les deux catégories.

Figure 14: Déplacements liés à l'insécurité selon l'âge



Par ailleurs, parmi les personnes ayant déménagé à cause de l'insécurité, une très large majorité (87,4 %) déclarent se sentir plus en sécurité dans leur nouvelle localité. Cette perception varie selon le sexe : 94,1 % des hommes partagent ce constat, contre 81,4 % des femmes. Ces résultats suggèrent que, même après relocalisation, les femmes demeurent légèrement plus inquiètes, possiblement en raison de responsabilités familiales accrues ou d'une perception plus élevée de la vulnérabilité physique.

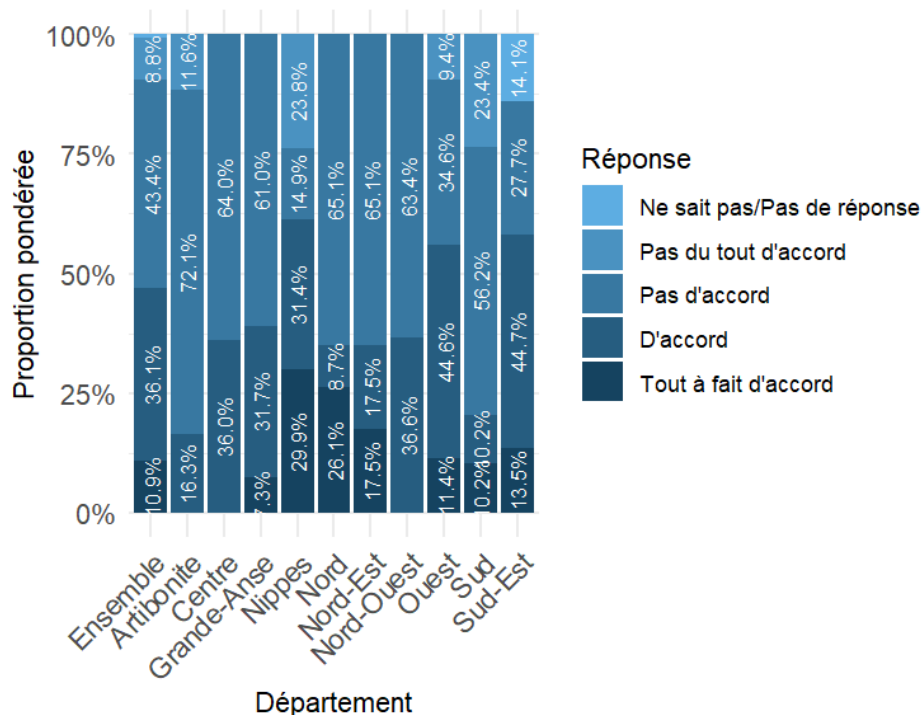
Incidents liés à l'insécurité durant les déplacements

Près de 47,0 % des répondants.es déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille ont subi un acte lié à l'insécurité lors de leurs déplacements. Les disparités régionales sont importantes : cette proportion atteint 56,0 % dans l'Ouest, tandis qu'elle chute à 16,3 % dans l'Artibonite et à moins de 20,4 % dans le Sud.

Le milieu de résidence constitue également un facteur déterminant : les personnes vivant en zone urbaine (54,7 %) rapportent davantage d'incidents liés à l'insécurité que celles du milieu rural (37,8 %).

Ces résultats illustrent l'exposition particulièrement élevée des zones urbaines aux affrontements armés, aux barrages, et aux enlèvements, ce qui rend les déplacements plus dangereux pour les habitants de ces territoires.

Figure 15 : Incidents liés à l'insécurité au moment des déplacements forcés



Intention de retourner dans l'ancien quartier

Un peu plus de quatre répondants.es sur dix (40,7 %) déclarent qu'ils envisageraient de retourner vivre dans leur ancien quartier si la situation sécuritaire venait à s'améliorer. Cette intention varie sensiblement selon le sexe, le département et le type de milieu. Les hommes (49,4 %) sont plus nombreux à envisager un retour que les femmes (33,0 %).

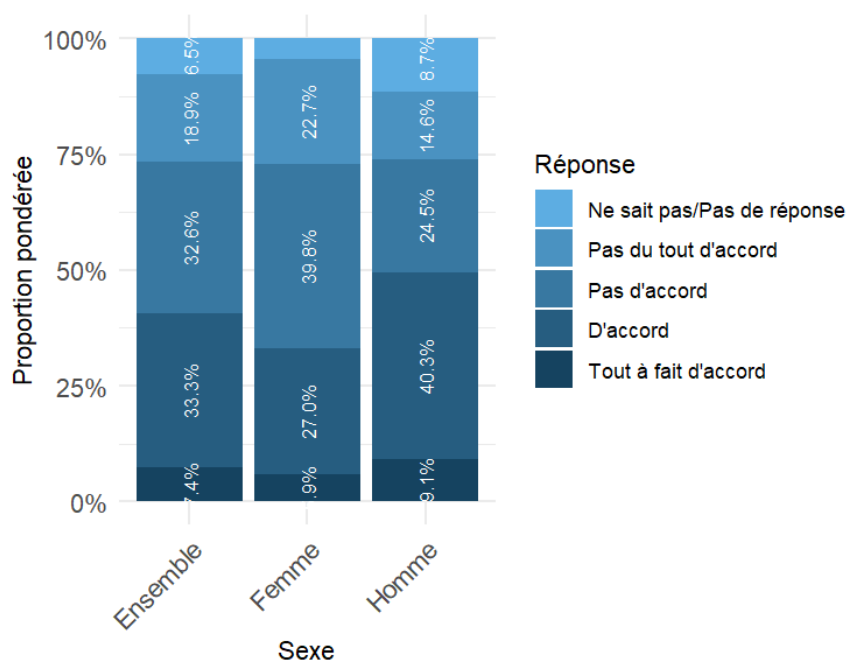
Sur le plan territorial, les proportions les plus élevées s'observent dans les Nippes (70,1 %) et dans l'Ouest (46,8 %), tandis qu'elles restent très faibles dans le Nord (10,8 %) et le Nord-Ouest (0 %). Par ailleurs, les habitants du milieu urbain (43,8 %) se disent légèrement plus enclins à retourner dans leur quartier d'origine que ceux du milieu rural (37,0 %).

Ces tendances reflètent des rapports différenciés au lieu d'origine : les hommes, souvent porteurs d'opportunités économiques ou de réseaux professionnels, associent davantage le retour à la reprise d'activités ; les femmes, plus attentives à la stabilité et à la sécurité du foyer, privilégient généralement le maintien dans un environnement perçu comme plus sûr pour leur famille.

Dans l'ensemble, les données présentées montrent que l'insécurité génère des dynamiques de mobilité complexes, marquées par des écarts sensibles entre les régions, les sexes et les milieux de résidence. Les zones urbaines concentrent simultanément les risques de déplacement, les incidents liés à l'insécurité et les obstacles au retour, en raison de leur forte exposition aux violences armées et aux perturbations des activités économiques.

Par ailleurs, les comportements de mobilité diffèrent selon le genre : les femmes, souvent accompagnées d'enfants et soucieuses de la stabilité du foyer, ont tendance à privilégier la sécurité résidentielle plutôt qu'un retour dans leur quartier d'origine. Les hommes, généralement plus mobiles, associent davantage la migration à la reprise d'activités économiques, ce qui les rend plus enclins à envisager un retour lorsque les conditions le permettent.

Figure 16: Intention de retourner à l'adresse précédente selon le sexe du répondant



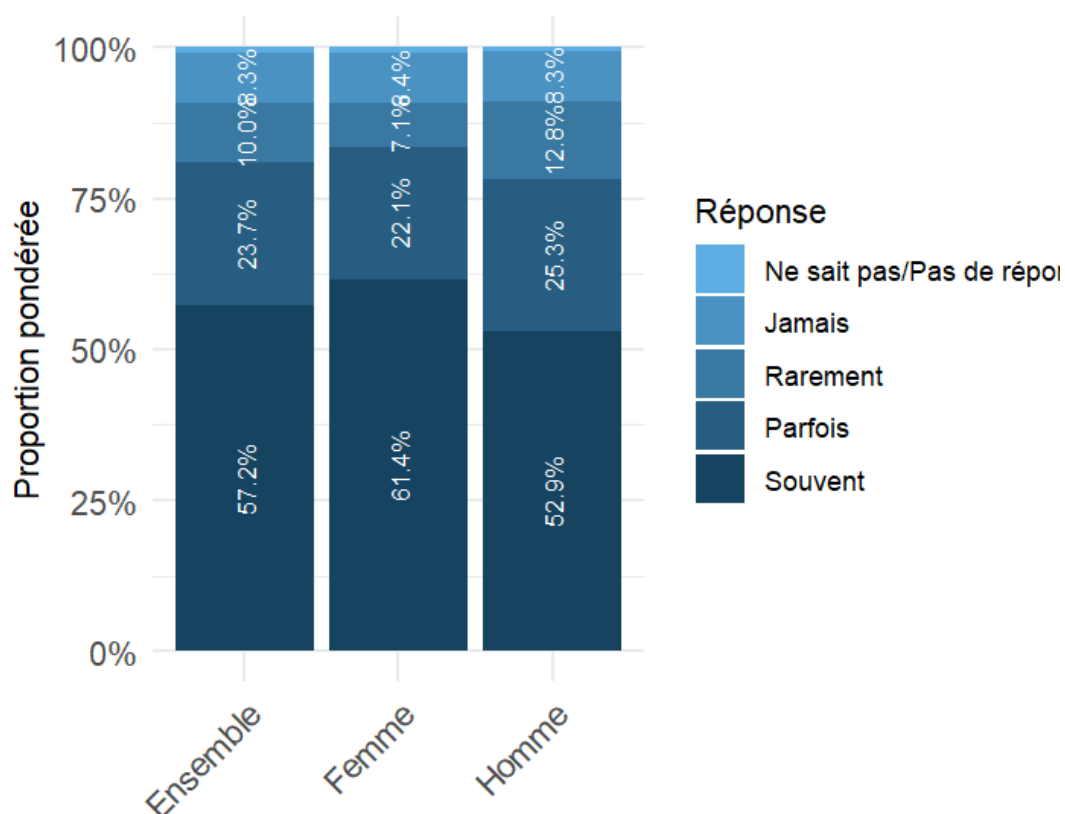
Participation aux activités sociales, religieuses et communautaires

La pratique religieuse est très répandue : 57,2 % des répondants.es déclarent fréquenter « souvent » un groupe religieux et 23,7 % « parfois ». Le test d'association avec le sexe révèle une différence significative : les femmes (61,4 %) sont plus représentées parmi ceux qui fréquentent souvent des activités d'église ou des groupes religieux, comparativement aux hommes (52,9 %).

La participation à des associations de loisirs ou artisanales est, en revanche, plus limitée ; seulement 12 % déclarent y prendre part « souvent ». L'effet du sexe est marqué : les femmes (6,3 %) sont nettement sous-représentées par rapport aux hommes (17,7 %). Les répondants.es participants.es souvent à des associations de loisirs ou artisanales sont plus nombreux chez celles et ceux n'ayant aucun handicap (12,3%) que celles et ceux qui en ont (9,8%). Cette différence reflète à la fois le manque d'activités réellement inclusives et les difficultés de mobilité auxquelles ces derniers sont confrontés. La proportion de jeunes (16,3%) est proportionnellement plus importante que celle des plus âgés (9,9%).

S'agissant des organisations caritatives, seuls 4,2 % des répondants.es déclarent y participer « souvent », sans différence significative selon le sexe ou le milieu de résidence, mais plutôt par rapport à l'âge. Les plus âgés (4.8%) y participent plus fréquemment que les jeunes (3,1%).

Figure 17: Fréquence de participation dans les activités religieuses



2.6. Opinions et niveaux de confiance envers les institutions

🔗 Confiance envers les médias

Les répondants et les répondantes semblent accorder davantage de confiance aux médias traditionnels qu'aux médias en ligne. La confiance envers les médias en ligne atteint 53,2 % : 58,3 % des hommes y font confiance, contre 48,1 % des femmes. Les jeunes affichent également un niveau de confiance légèrement supérieur à celui des personnes plus âgées (55,4 % contre 52,1 %), même si l'écart reste modéré. En revanche, la confiance envers les médias traditionnels est nettement plus élevée, atteignant 73,5 %. Ces médias demeurent ainsi la principale source d'information en Haïti. Comme pour les médias en ligne, les hommes leur accordent davantage de confiance (77,4 %) que les femmes (69,6 %).

Dans les deux cas, la confiance est légèrement plus répandue en milieu rural qu'en milieu urbain, bien que les écarts restent faibles (médias en ligne : 53,5 % contre 52,7 % ; médias traditionnels : 74,3 % contre 72,3 %).

🔗 Confiance envers les autorités étatiques

L'analyse des niveaux de confiance envers les institutions étatiques met en évidence un paysage contrasté, marqué par une forte méfiance à l'égard de plusieurs entités. Un peu plus de la moitié de la population (51,0 %) déclare ne pas avoir confiance en la Primature, sans variation significative

selon le sexe, mais avec des différences selon le département.

S'agissant du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), 52,4 % des répondants.es indiquent ne pas faire confiance à cette instance. Aucun écart lié au sexe n'apparaît, mais des disparités territoriales sont observées : une forte méfiance dans le Nord-Est (78,3 %), contre une nette sous-représentation dans le Centre (32,2 %). Aussi, les jeunes en proportion sont beaucoup plus méfiants (55,9%) envers le dit Conseil que les plus âgés (50,1%).

Pour le Conseil Électoral Provisoire (CEP), la méfiance reste majoritaire (46,1 %). Aucun effet manifeste ne ressort selon le sexe ni le département. Toutefois, le milieu de résidence joue un rôle : la méfiance atteint 54,1 % en milieu urbain, contre 41,1 % en milieu rural. De plus, il y a plus de jeunes (51,4 %) qui n'ont pas confiance en cette institution que les plus âgés (43,2 %).

La justice bénéficie d'une perception plus favorable. 37,6 % des répondants.es déclarent lui faire confiance. Aucune différence notable selon le sexe, mais une forte variation territoriale ; le Sud-Est (17,1 %) présente une sous-représentation marquée de la méfiance. Le milieu de résidence demeure déterminant : 32,6 % des ruraux expriment un manque de confiance, contre 45,6 % chez les urbains.

Les autorités locales (mairies) sont les institutions étatiques les mieux perçues, probablement en raison de leur proximité avec la population. En effet, 33,8 % des répondants.es déclarent ne pas leur faire

confiance. Le Sud-Est (12,3 %) se démarque par une très faible méfiance. Une fois encore, la méfiance est plus élevée en milieu urbain (41,0 %) qu'en milieu rural (29,3 %).

Partis politiques et secteur privé

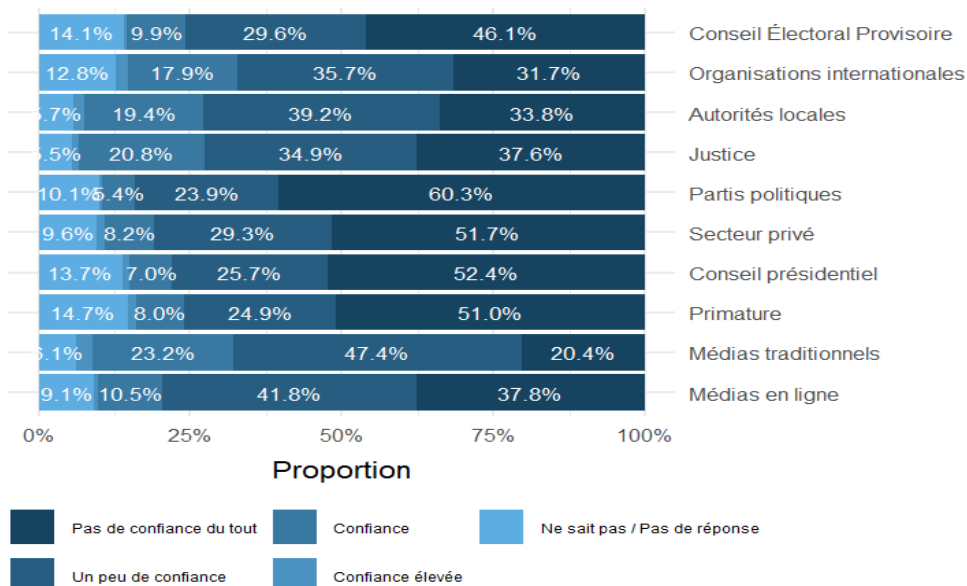
Les partis politiques apparaissent comme les acteurs les moins crédibles auprès des répondants.es. En effet, 60,3 % des répondants.es déclarent ne pas leur faire confiance. Cette méfiance est homogène : aucune différence significative selon le sexe, le département ou le milieu de résidence.

Le secteur privé inspire une méfiance légèrement moindre, mais tout de même élevée. 51,7 % des répondants.es n'ont pas confiance en lui. Certaines disparités départementales émergent : le Nord (74,7 %) affiche une forte méfiance, tandis que le Nord-Est (43,5 %) présente des niveaux plus faibles. Par ailleurs, 44,2 % des répondants.es vivant avec un handicap ne font pas confiance au secteur privé contre 53,1 % parmi celles et ceux ne vivant pas avec un handicap. Le sexe et le milieu de résidence ne présentent aucune différence significative.

Organisations internationales

Les organisations internationales bénéficient du niveau de méfiance le plus faible parmi toutes les institutions évaluées : seuls 31,7 % des répondants.es déclarent ne pas leur faire confiance. Aucun écart notable n'apparaît selon le sexe ou la zone de résidence. Cette expression d'opinion favorable peut s'expliquer par leur présence dans les localités, au moyen de projets. Dans plusieurs départements, le niveau de méfiance est encore plus faible : les Nippes (8,8 %), le Sud (14,5 %) et le Sud-Est (15,7 %).

Figure 18 : Opinions et niveaux de confiance envers les institutions

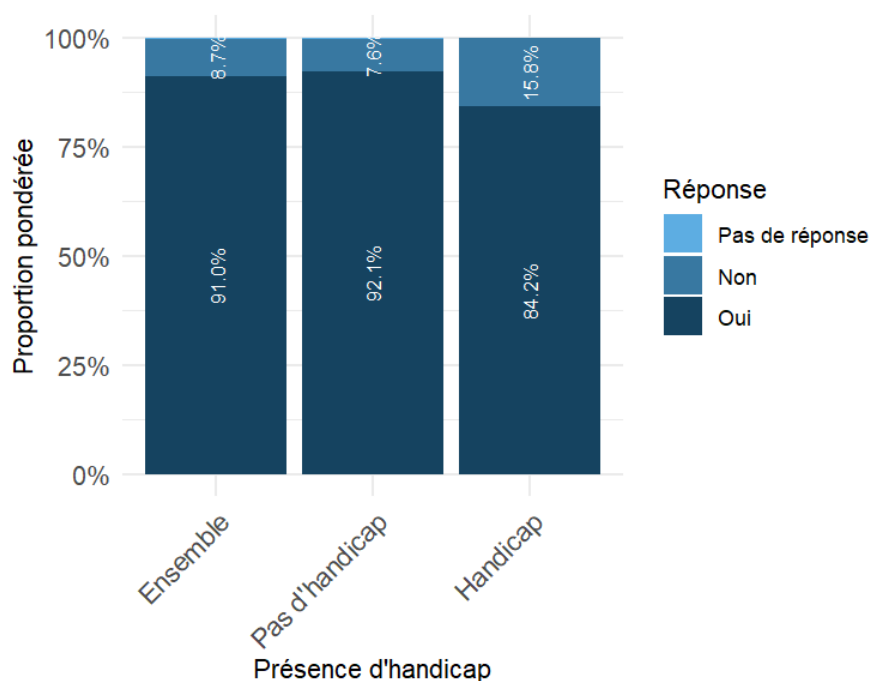


2.7. Élections et gouvernance

🔗 Accès à la Carte d'Identification Nationale

Les résultats montrent que l'enregistrement en vue de l'obtention de la Carte d'Identification Nationale Unique (CINU), communément appelée carte « Dermalog », est très répandu. En effet, 91,0 % des répondants.es déclarent s'être enregistrés. Cette proportion est légèrement plus élevée chez les hommes (93,0 %) que chez les femmes (89,1 %), et plus élevée en milieu urbain (93,3 %) qu'en milieu rural (89,6 %). Il est important de mentionner que les répondants.es vivant avec un handicap (84,2 %) sont moins nombreux à s'être enregistré·e·s, comparé·e·s à celles et ceux ne vivant pas avec un handicap (92,1 %).

Figure 19: Enregistrement à l'ONI selon la situation de handicap



Parmi les personnes non enregistrées, plusieurs raisons sont avancées, notamment la non-possession de l'acte de naissance (20 %), le manque d'intérêt (18 %) et les tentatives d'enregistrement infructueuses (18 %).

D'autres motifs, tels que les longues files d'attente, l'absence d'électricité, la fermeture des bureaux, des problèmes de santé, des difficultés de mobilité, la perte de pièces d'identité, l'insécurité ou l'âge avancé, sont également mentionnés. Si aucune variation significative n'est observée selon le sexe, les différences entre milieux de résidence sont

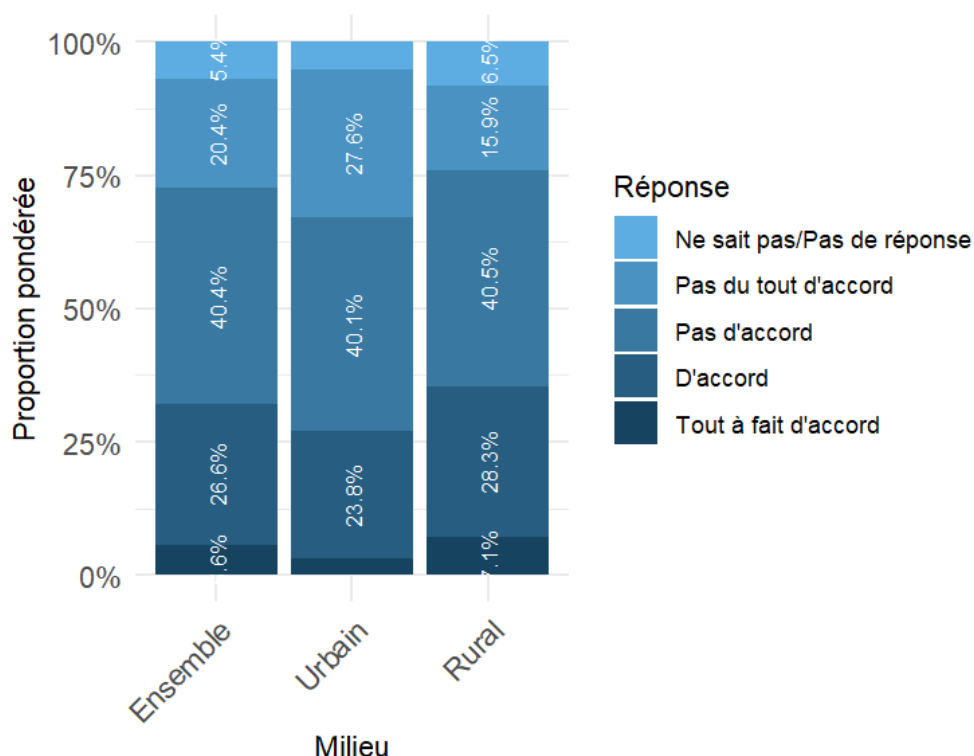
marquées : les répondants.es urbains rapportent davantage de tentatives non abouties (29,3 % contre 14,2 % pour ceux des milieux ruraux) et de désintérêt (28,4 % contre 14,2 % pour ceux des milieux ruraux).

Globalement, 81,9 % des adultes ont déjà reçu leur carte d'identité, sans variation notable selon le sexe, le groupe d'âge, la situation de handicap des répondants.es, le département ou le milieu de résidence.

[Intérêt politique et intention de vote](#)

L'intérêt pour la politique demeure modéré : seuls 32,1 % des répondants.es déclarent s'y intéresser. Cet intérêt varie selon le sexe, avec 39,2 % d'hommes concernés contre 25,2 % de femmes. Du point de vue géographique, les personnes vivant en milieu rural (35,4 %) se disent davantage intéressées que celles vivant en milieu urbain (27,0 %).

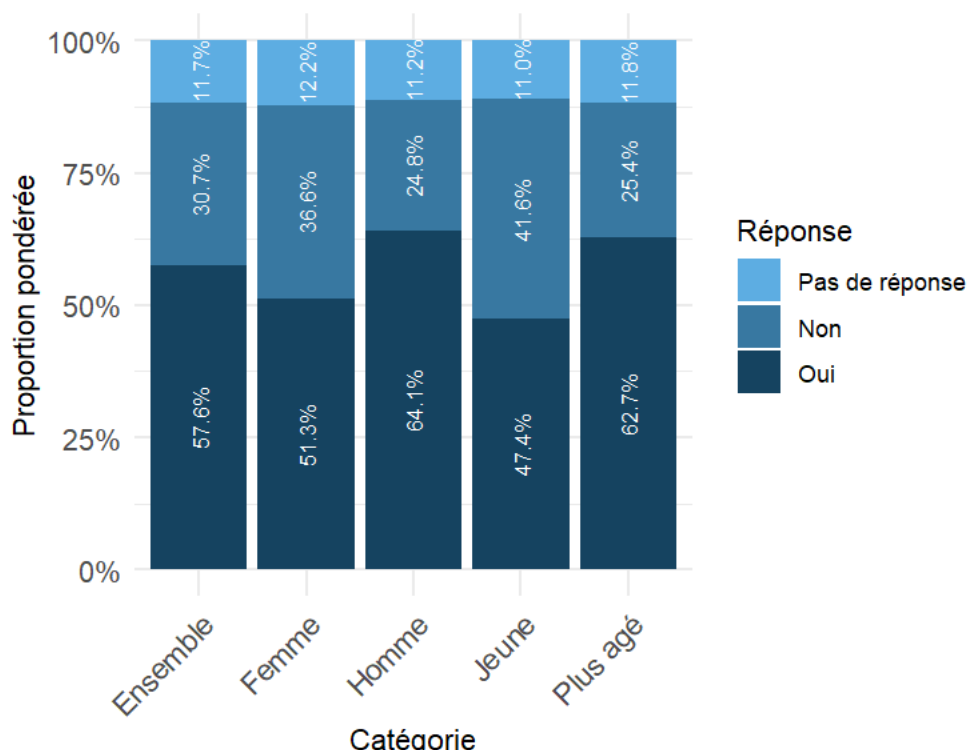
Figure 20: Intérêt politique des répondants.es selon le milieu de résidence



Un peu plus de la moitié des répondants.es (57,6 %) déclarent vouloir voter aux prochaines élections. Cette intention varie en fonction du sexe, de l'âge, du département et du milieu de résidence. Les hommes (64,1 %) sont plus nombreux que les femmes (51,3 %) à envisager de voter. Le milieu rural (67,9 %) se distingue également par une intention de vote plus élevée que le milieu urbain (41,1 %). Au niveau départemental, les proportions les plus fortes se trouvent dans le Sud-Est (76,6 %) et le Centre (69,37 %), tandis

que l'Ouest (47,1 %) enregistre les niveaux les plus faibles. Un écart considérable est constaté entre les jeunes qui souhaitent voter (47,4%) et les plus âgés souhaitant voter (62,7%). Il n'y a pas de différence significative entre les personnes vivant avec un handicap (64,1%) et celles et ceux qui ne le sont pas (56,5%). Chez ceux qui ne comptent pas voter, les principales raisons évoquées sont le désintérêt pour la politique (31,5 %), l'idée que « le vote ne changera rien » (16,0 %), la perception que « cela n'a pas d'importance » (16,7 %) et la peur de la violence (7,9 %).

Figure 21: Intention de vote selon le sexe et l'âge



Perception sur la qualité des élections

Les opinions relatives à la qualité des élections sont globalement marquées par la prudence. Plus de la moitié des répondants.es (55,5 %) adhèrent à l'idée selon laquelle « Il vaut mieux pas d'élections que de mauvaises élections ».

De même, 61,8 % estiment qu'une élection n'est pas acceptable si une grande partie de la population ne peut pas voter. Cette position est davantage partagée par les hommes (65,4 %) que par les femmes (58,3 %), et varie selon le département, atteignant par exemple 85,4 % dans le Sud-Est, contre 51,3 % dans l'Artibonite.

Enfin, la quasi-majorité des répondants.es, soit 95,4 %, affirment que le rétablissement de la sécurité doit constituer la priorité avant l'organisation d'élections. Autrement dit, pour ces répondants.es, la sécurité doit précéder l'organisation des élections.

Perceptions sur la place des femmes dans la sphère publique

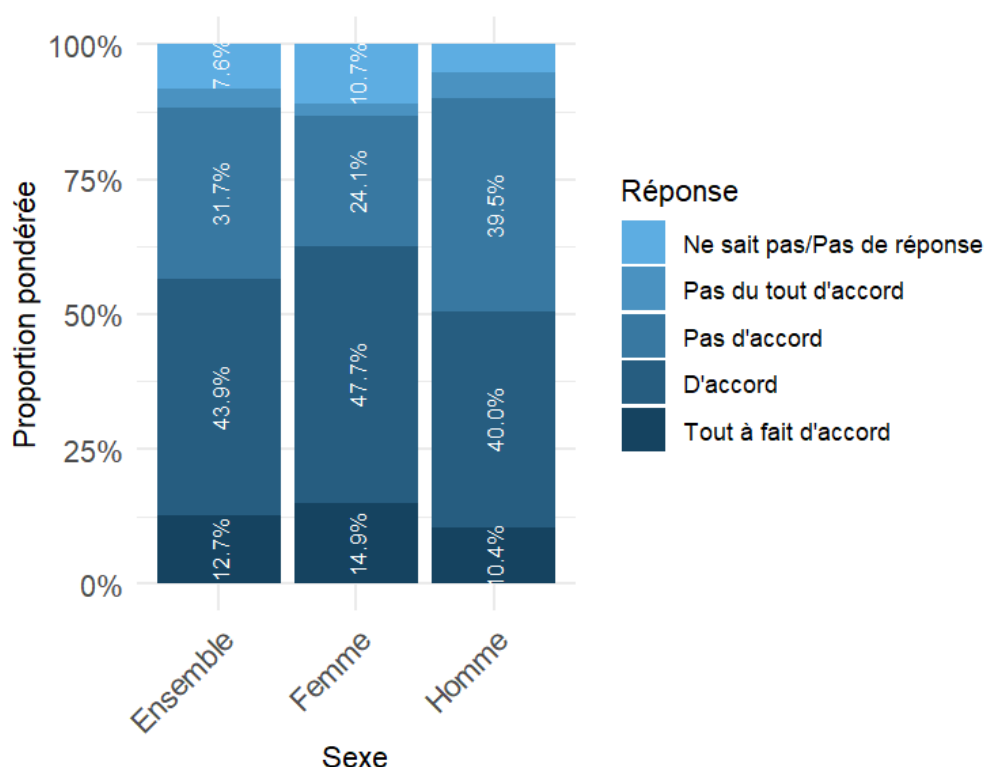
L'adhésion à l'énoncé selon lequel « les hommes sont de meilleurs leaders politiques que les femmes » apparaît relativement partagée au sein de la population, mais avec un léger avantage du côté du rejet. Au niveau national, environ 41,8 % s'y déclarent d'accord. Les écarts observés entre hommes et femmes ne sont pas statistiquement significatifs, ce qui suggère une distribution du désaccord globalement similaire selon le sexe. Ce pourcentage est plus faible au sein du département de l'Ouest (35,5 %) que dans les autres départements. De même, en milieu rural, 48,3 % des répondants.es se déclarent en accord avec cette idée, contre seulement 31,5 % en milieu urbain, ce qui indique que les plus égalitaires sont davantage portées par les habitants des centres urbains.

Si la question de l'importance de la présence des femmes en politique révèle une orientation nettement plus élevée (56,6 %). Toutefois, une variation importante a été observée au sein du département. Ainsi, 62,6% des femmes déclarent être d'accord contre seulement 50,4 % des répondants.es à être de cet avis, ce qui est plus bas que la moyenne globale. Aucune différence notable n'apparaît selon le type de milieu de résidence une fois les tests corrigés.

Enfin, la question de la scolarisation met en évidence un rejet quasi consensuel de l'idée selon laquelle « l'éducation serait plus importante pour les garçons que pour les filles ». À l'échelle nationale, seuls 5,4 % des répondants.es se déclarent d'accord avec cette affirmation. Cette quasi-unanimité s'observe dans l'ensemble, sans variation significative selon le sexe, le département ou le milieu de résidence.

Ces résultats indiquent que, malgré les divergences observées quant à la place des femmes dans la sphère politique, l'égalité d'accès à l'éducation entre filles et garçons apparaît désormais comme une norme sociale largement intégrée au sein de la population.

Figure 22: Perception de l'importance des femmes dans la politique



2.8. Opinions des répondants.es par rapport aux solutions à la crise

🔗 Perception sur la capacité du CPT à résoudre la crise

Une minorité (22,9 %) de répondants.es pensent que le CPT peut aider le pays à sortir de la crise. Le ratio est légèrement plus élevé en milieu rural (26,1 %) qu'en milieu urbain (17,7 %). Il est moins élevé au niveau des Nippes (3,2 %) et de la Grand'Anse (16,9 %).

En revanche, le besoin ou encore la nécessité de discussions nationales, de réformes constitutionnelles (83,4 %) et d'une conférence nationale (74,7 %) est élevé. D'une part, concernant les discussions nationales, ce besoin s'est beaucoup plus exprimé au Centre (98,4%), au Sud (97,8%), et au Sud-Est (96,2%) contrairement à l'Artibonite (74,4) et à la Grand-Anse (54,3%). De même, il s'est beaucoup plus exprimé en milieu rural (85,6%) qu'urbain (79,9%). D'autre part, Il y a plus de répondants.es qui sont d'avis favorables aux réformes constitutionnelles dans le Sud-Est (93,4%) et moins dans la Grand-Anse (56,5%) et l'Artibonite (63,8%). Enfin, il y a plus de personnes plus âgées (14,9 %) qui souhaitent l'avoir que de jeunes (12,3 %).

🔗 Réponse aux gangs armés

S'agissant de la réussite de l'opération de lynchage des bandits communément appelée « *Bwa Kale* », les opinions des répondants.es sont mitigées. Globalement, 49,6 % des répondants.es estiment que cette opération donne des résultats. Les hommes, à hauteur de 53,7 %, sont plus favorables à cette opération que les femmes (45,6 %). Les répondants.es de l'Ouest qui sont de cet avis sont plus élevés (58,7 %) tandis qu'ils sont moins élevés dans le Nord (26,9 %) et le Nord-Est (25,3 %). Ce qui paraît plutôt logique, tant cette opération était répandue dans le département de l'Ouest, particulièrement dans l'Aire Métropolitaine de Port-Au-Prince. Par ailleurs, les jeunes (51,8 %) sont plus nombreux à partager cette idée par rapport aux plus âgés (48,5 %).

En outre, à l'échelle nationale, 74,8 % des répondants.es se déclarent d'accord avec l'idée d'une éventuelle création d'un fonds spécial dédié à la sécurité par le gouvernement. Les écarts aux niveaux des sexes et des groupes d'âge sont faibles (75,5 % de femmes et 74,0 % d'hommes ; 74,2 % de jeunes et 78,0 % de personnes plus âgées favorables). Les différences territoriales sont très marquées. Les répondants.es les plus favorables vivent dans le Nord-

Ouest (89,8 %) et le Sud-Est (93,5 %) ; en revanche, les moins favorables vivent dans l'Artibonite (59,3 %). Aussi, ils sont plus élevés dans le milieu rural (81,5%) qu'urbain (64,0%). Parmi les répondants.es interrogés sur leur propre contribution, 95,2 % se déclarent prêts à participer.

🔗 La communauté internationale et l'insécurité

Enfin, une part importante des répondants.es (52,2 %) se déclare favorable à l'idée qu'Haïti ait besoin d'une force étrangère pour contribuer à résoudre les problèmes d'insécurité. Cette perception varie significativement selon le sexe : les femmes (56,2 %) y adhèrent davantage que les hommes (48,1 %). Sur le plan territorial, le soutien à cette idée est particulièrement élevé dans le Sud-Est (69,7 %) et chez les répondants.es vivant en milieu rural (59,8 %). En revanche, l'évaluation des interventions internationales déjà en place demeure beaucoup plus critique : seuls 19,5 % des répondants.es estiment que les forces étrangères en place effectuent un travail efficace. Cette proportion varie selon les groupes d'âge : les plus âgés (21,0 %) sont plus susceptibles de partager cet avis que les jeunes (16,8 %).

2.9. Évolution des perceptions citoyennes

L'Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID) a mené en 2021 une enquête nationale portant sur

plusieurs dimensions essentielles de la vie démocratique en Haïti. Comme l'étude du Consortium ASA explore des thématiques

similaires — notamment la confiance envers les institutions publiques, la perception et la crédibilité des médias, la détention de documents d'identité, l'intention de vote et les attitudes électorales — une comparaison entre les deux enquêtes permettrait d'apprécier l'évolution des perceptions citoyennes entre 2021 et 2025 malgré des différences méthodologiques et de contexte notable. Cependant cette comparaison doit être utilisée avec précaution étant donné que certaines différences existent dans les méthodologies et les questionnaires utilisés.

Confiance envers les institutions publiques

Les deux enquêtes révèlent une méfiance généralisée envers les institutions étatiques, mais les niveaux observés varient selon les institutions. L'étude de l'OCID a rapporté que 43,3 % des répondants.es n'avaient pas du tout confiance en la présidence. Cette proportion est plus élevée pour le conseil présidentiel (52,4 %) dans l'enquête de l'ASA. Cependant, la méfiance envers le CEP est plus faible dans l'enquête de l'ASA (46,1 %) que dans celle de l'OCID (57,9 %).

Perception des autorités locales

L'étude de l'OCID classait les autorités locales parmi les institutions les moins crédibles, avec 56,4 % des répondants.es n'exprimant pas du tout de confiance. Ce niveau plaçait les mairies et les CASEC pratiquement au même niveau de méfiance que le CEP et, après, le Parlement (75,0 %).

Le rapport de l'ASA montre un paysage bien moins négatif : 33,8 % des répondants.es déclarent ne pas faire confiance aux autorités locales, ce qui en fait l'institution étatique la "moins mal perçue". Cette divergence notable peut s'expliquer par la proximité des autorités locales avec les communautés, particulièrement en période de crise où elles demeurent souvent les seuls relais visibles de l'État.

Confiance dans les médias

Les deux enquêtes convergent sur un point majeur : les médias demeurent parmi les acteurs les plus crédibles aux yeux de la population, contrairement aux institutions politiques.

Dans l'étude de l'OCID, les médias figuraient en tête des institutions jugées les plus fiables, avec 25,0 % des répondants.es. Cette tendance persiste dans l'enquête de l'ASA (2025), où 73,5 % des répondants.es déclarent faire confiance aux médias traditionnels. La confiance est toutefois plus faible envers les médias en ligne (53,2 %), même si elle reste majoritaire. Les hommes et les jeunes manifestent systématiquement des niveaux de confiance plus élevés que les femmes et les personnes plus âgées.

Accès et détention de documents d'identité

Selon l'enquête réalisée par l'OCID en 2021, une très large majorité de citoyens avait déjà entamé les démarches pour obtenir leur Carte d'Identité Nationale Unique (CIN). Ainsi, 85,7 % des répondants.es dé-

claraient s'être enregistrés dans le système d'identification et, parmi eux, 88,7 % affirmaient avoir effectivement reçu leur carte.

Dans l'enquête menée par l'ASA en 2025, la situation apparaît relativement stable : 81,9 % des adultes déclarent déjà posséder leur carte d'identification. Ce taux ne varie pratiquement pas selon le sexe, l'âge, le statut de handicap, le département ou le milieu de résidence, ce qui indique une distribution assez homogène dans l'ensemble du pays.

Attitudes et comportements liés au vote

L'enquête de l'OCID mettait en évidence une méfiance envers le système électoral, associée à une confiance extrêmement faible dans le CEP (57,9 % de méfiance totale). Cette situation se traduisait par une forte réticence à participer à un scrutin organisé dans des conditions jugées non crédibles.

L'étude de l'ASA (2025) montre une dynamique similaire, avec une hésitation significative à participer aux élections, notamment chez les jeunes et les femmes. La peur liée à l'insécurité et la dégradation des conditions de déplacement sont citées comme des freins majeurs.

2.10. Analyses globales de genre et d'inclusion

L'analyse de genre, fondée sur les données de l'enquête, vise à comprendre comment les rapports sociaux entre les femmes et les hommes structurent les perceptions de la sécurité, l'accès aux services, la participation économique et politique, ainsi que la confiance envers les institutions publiques. Au-delà des simples différences statistiques, il s'agit ici d'examiner les dynamiques de pouvoir, les inégalités d'accès et les stratégies d'adaptation genrées qui traversent le quotidien des citoyennes et citoyens haïtiens dans un contexte de crise prolongée. L'attention est également portée aux effets croisés du genre avec d'autres facteurs d'exclusion, en particulier l'âge, la situation de handicap, le milieu de

résidence et le niveau socio-économique, afin de mieux saisir les mécanismes d'inégalité et de marginalisation qui traversent la population enquêtée.

Les résultats confirment ce qu'une large partie de la littérature haïtienne sur le genre et la gouvernance (Chéry, 2020 ; Joseph, 2021 ; CARE, 2020 ; ONU Femmes et IHSI, 2022) suggère déjà : les femmes portent de manière disproportionnée le poids de l'insécurité et de la désorganisation institutionnelle, tout en demeurant au centre des efforts de survie et de résilience communautaire.

▣ Des parcours éducatifs et économiques marqués par la segmentation de genre

Les écarts observés entre les femmes et les hommes en matière d'instruction et d'activité économique illustrent la persistance d'une segmentation structurelle du marché de l'éducation et de l'emploi. Les femmes demeurent sous-représentées parmi les personnes ayant atteint le niveau secondaire ou supérieur, un constat récurrent des enquêtes nationales (IHSI, 2017 ; MENFP, 2023). Ces écarts éducatifs s'inscrivent également dans un ensemble de stratifications qui dépassent le seul facteur du sexe. Les données montrent que les personnes en situation de handicap, ainsi que les habitants des zones rurales, présentent des niveaux d'éducation plus faibles, ce qui les expose à une fragilité accrue dans l'accès à l'emploi formel. De même, les jeunes femmes, davantage représentées dans les tranches d'âge 18–35 ans, cumulent les restrictions liées à la jeunesse, au genre et à la précarité économique, illustrant une vulnérabilité intersectionnelle déjà relevée dans les recherches du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) et du Bureau du Secrétaire d'État à l'Intégration des Personnes Handicapées (BSEIPH).

Cette fragilité est aggravée par le poids de l'insécurité : les fermetures de marchés, les enlèvements et les déplacements forcés limitent la circulation des commerçantes, entraînant une vulnérabilité économique spécifiquement féminine. Comme le soulignent des recherches conduites dans les marchés de Croix-des-Bossales et de Hinche (FOKAL, 2022), la peur des violences sur les routes ou dans les lieux de vente réduit

les marges d'action des femmes commerçantes, qui doivent arbitrer entre sécurité et revenu. En effet, se référant au tableau #1 en annexe, 37.2% des femmes n'ont aucune activité contre 17,1% des hommes.

Cette dynamique touche également les personnes en situation de handicap, souvent confinées à des activités économiques de subsistance à faible capital, dont les marges ont été considérablement réduites par les blocages de routes et les difficultés de mobilité. Ainsi, si les pertes financières déclarées par ce groupe semblent inférieures, elles reflètent moins une moindre exposition au risque qu'une absence d'actifs à perdre, signe d'une marginalisation économique structurelle.

▣ Des perceptions différenciées de la sécurité et de l'accès aux services

Concernant les services essentiels, les femmes se déclarent plus souvent confrontées à des difficultés d'accès aux soins de santé et à la nourriture. Cette vulnérabilité ne relève pas d'une perception subjective : elle reflète leur rôle de gestionnaires du bien-être familial, premières responsables de la santé, de la nutrition et de la scolarité des enfants. L'effondrement des services publics en contexte d'insécurité (fermetures d'écoles, pénurie d'eau potable, rareté du transport) place donc les femmes en première ligne de la crise sociale. Comme le montre l'Analyse rapide de genre conduite par CARE et ONU Femmes (2020), les femmes subissent un « effet multiplicateur de la crise » : elles doivent pallier la défaillance des services tout en assurant la continuité de la vie domestique.

L'expérience des ruptures de services n'est pas homogène au sein des groupes. Les jeunes adultes, plus mobiles et plus dépendants des infrastructures urbaines (transport, réseau téléphonique), déclarent des perturbations plus fréquentes que les répondants.es plus âgés. De même, les personnes vivant avec un handicap sont davantage affectées par les limitations d'accès aux soins ou à l'eau potable lorsque les réseaux publics dysfonctionnent, car elles dépendent de services de proximité ou de tiers pour assurer leurs déplacements.

Les données de l'enquête confirment aussi une vulnérabilité alimentaire genrée : les femmes sont légèrement plus nombreuses à déclarer avoir connu plusieurs jours sans nourriture. Ce constat s'aligne sur les analyses de la CNSA (2024), qui identifient les ménages dirigés par des femmes comme plus exposés à l'insécurité alimentaire sévère. L'accès réduit à des revenus stables, combiné à la responsabilité de nourrir plusieurs membres du ménage, accentue la pression quotidienne exercée sur les femmes, notamment en milieu rural où les ressources sont plus dispersées.

Cette vulnérabilité est encore plus marquée dans les ménages ruraux pauvres et ceux comprenant une personne en situation de handicap, où la combinaison des faibles revenus, de la distance aux marchés et de l'insécurité continue crée un risque alimentaire particulièrement élevé. La CNSA note d'ailleurs que ces catégories cumulent les facteurs classiques d'insécurité alimentaire chronique : faible mobilité, dépendance aux récoltes locales, absence de réserves et exposition aux chocs sécuritaires.

Mobilité, sécurité résidentielle et adaptation face à la crise

Les déplacements forcés liés à la violence urbaine révèlent des logiques genrées de mobilité, mais également des écarts importants selon l'âge, le handicap et le milieu de résidence. Les jeunes représentent la majorité de ceux qui ont dû changer de domicile, illustrant une exposition plus forte aux violences dans les zones urbaines. À l'inverse, les personnes en situation de handicap déclarent beaucoup moins de déplacements, ce qui témoigne d'une immobilité contrainte, résultant de limitations physiques, de coûts de déplacement élevés ou d'un manque d'alternatives d'hébergement sécurisé. Les femmes, souvent accompagnées d'enfants ou de personnes dépendantes, manifestent davantage de réticence à retourner dans leurs quartiers d'origine, contrairement aux hommes, plus enclins à envisager un retour une fois la situation stabilisée. Cette attitude s'explique par une perception élargie de la sécurité : pour beaucoup de femmes, la sécurité ne se résume pas à l'absence de violence, mais englobe la stabilité, l'accès aux ressources et la possibilité de reconstruire une routine familiale.

Les recherches sur le déplacement interne en Haïti (IOM, 2023 ; HRC, 2022) confirment que les femmes déplacées privilégient la sécurité résidentielle et la continuité du lien communautaire, même dans des conditions précaires, plutôt qu'un retour incertain dans des zones à risque. Elles développent des stratégies d'entraide, de cohabitation temporaire et de mutualisation des ressources, illustrant la centralité du réseau familial et religieux dans la résilience féminine. Ces pratiques d'adapta-

tion varient toutefois selon les ressources sociales disponibles. Les ménages urbains pauvres, les jeunes sans emploi stable et les personnes handicapées s'appuient davantage sur des réseaux de proximité (voisinage, églises, associations locales), faute de pouvoir se relocaliser ou accéder à des logements temporaires sûrs. Cela renforce une dépendance circulaire où les plus marginalisés demeurent aux endroits les plus dangereux faute de moyens de fuite.

Participation sociale et citoyenne : entre présence morale et absence politique

Les formes de participation sociale observées demeurent fortement différenciées selon le genre. Les femmes participent massivement aux espaces religieux, qui deviennent des lieux de sociabilité, de soutien moral et parfois de mobilisation humanitaire. Cette présence féminine dans le champ religieux, déjà observée dans les travaux de S. Dérival (2017) et de FOKAL (2019), constitue une forme de citoyenneté morale, où la responsabilité sociale se déploie dans la sphère spirituelle et communautaire, plus accessible et moins conflictuelle que l'arène politique.

À l'inverse, la faible participation des femmes aux associations de loisirs ou aux structures civiques traduit une exclusion structurelle des espaces décisionnels. Les contraintes de temps, les charges domestiques, le manque de ressources et la perception du politique comme domaine masculin freinent l'engagement féminin dans les organisations formelles. Cette situation renforce la dichotomie observée dans d'autres études (IHSI, 2019 ; Chéry, 2020)

: les femmes haïtiennes sont actrices dans la survie quotidienne et la solidarité, mais marginalisées dans la délibération publique et la prise de décision.

Les données montrent également des écarts liés au handicap et à l'âge : les personnes en situation de handicap, affectées par des limitations de mobilité et un manque d'espaces accessibles, participent moins aux activités de loisirs ou associatives. Les jeunes, en revanche, sont surreprésentés dans les activités sociales informelles mais moins investis dans les structures formelles, illustrant une politisation diffuse mais une défiance envers les organisations traditionnelles.

Représentations sociales et participation politique

Les attitudes envers la politique et la gouvernance illustrent un double mouvement de désenchantement et d'aspiration. D'une part, les femmes se montrent plus nombreuses à exprimer un désintérêt pour la politique nationale, ce qui traduit une méfiance envers un espace perçu comme violent et excluant. D'autre part, elles manifestent un soutien plus fort à la représentation féminine : une majorité se déclare favorable à une augmentation du nombre de femmes en politique, tandis que les hommes expriment plus de réticence.

Ce contraste confirme ce que plusieurs recherches (Brouard et Joseph, 2021 ; ONU Femmes, 2023) avaient déjà mis en lumière : les femmes adhèrent à l'idée d'une transformation politique inclusive, mais leur propre engagement demeure limité par les risques et le manque de légitimité sociale.

Cette dissonance traduit la tension entre aspiration à la reconnaissance et réalité d'exclusion.

Cette distanciation touche également les jeunes, qui manifestent des niveaux d'intérêt politique inférieurs à ceux des répondants.es plus âgés. Les personnes vivant avec un handicap se trouvent, quant à elles, confrontées à des obstacles administratifs (obtention de la CINU, mobilité vers les bureaux de vote) qui réduisent leur capacité à participer, même lorsqu'elles expriment un intérêt pour les enjeux électoraux.

Les stéréotypes sur le leadership politique restent tenaces : un tiers des répondants.es estime encore que les hommes font de « meilleurs dirigeants ». Ces représentations persistent malgré la visibilité croissante de figures féminines dans la société civile et l'administration publique. Les répondants.es des zones rurales expriment des opinions plus conservatrices sur les rôles sociaux, tandis que les urbains rejettent davantage l'idée d'une hiérarchie naturelle entre femmes et hommes. Ce gradient territorial reflète des normes sociales différenciées, mais également des expériences divergentes de la violence politique et institutionnelle.

sur la revanche. Les hommes, par contre, adoptent des positions plus tranchées, soit d'approbation, soit de rejet, ce qui reflète une socialisation plus directe à la confrontation et à la légitimité de la force.

Cette divergence, observée aussi dans les études du RNDDH (2023) sur la perception citoyenne de la justice, montre que la sécurité est un champ de signification genrée : les femmes privilégient la continuité sociale et la protection du foyer, tandis que les hommes valorisent la restauration de l'ordre et la sanction.

Les perceptions différenciées de la violence ne s'expliquent pas uniquement par le genre : les jeunes, plus exposés aux affrontements et à la culture de la confrontation, adoptent des positions plus tranchées vis-à-vis d'initiatives telles que « Bwa Kale ». Par contraste, les personnes vivant avec un handicap, ainsi que les adultes plus âgés, expriment une vision plus prudente, priorisant la stabilité résidentielle, la préservation des liens sociaux et la continuité des soins. Cela confirme que la sécurité est un champ d'expériences pluralisé, où se croisent âge, condition physique, territoire et position socio-économique, autant que le genre.

Rapport au pouvoir, à la violence et à la sécurité collective

La perception de l'opération « Bwa Kale » illustre la différence d'approche face à la violence : les femmes se montrent plus hésitantes et moins enclines à approuver cette forme de justice populaire. Leur prudence s'inscrit dans une conception de la sécurité axée sur la préservation de la vie plutôt que

3. CONCLUSION ET PISTES D' ACTIONS

Les résultats de l'enquête dressent un tableau clair montrant que l'insécurité structurelle transforme profondément le quotidien des citoyens, affectant à la fois leur mobilité, leur sécurité économique, leur accès aux services essentiels et leur confiance envers les institutions. Les zones urbaines, particulièrement l'Ouest, concentrent les formes les plus sévères de violence, ce qui amplifie les pertes d'emplois, les déplacements forcés et les ruptures de services publics.

La détérioration de l'accès à la nourriture, à l'eau, aux soins, aux télécommunications et au transport illustre le caractère systémique de la crise. Ces difficultés renforcent la vulnérabilité des ménages et accentuent les inégalités territoriales.

L'analyse de genre montre que les femmes restent plus exposées aux effets de l'insécurité, notamment en matière de mobilité, de sécurité alimentaire et de perte d'opportunités économiques. Elles participent moins aux activités sociales et manifestent une intention de vote plus faible, en partie en raison de responsabilités familiales accrues. Toutefois, un consensus fort émerge en faveur de l'égalité éducative et d'une plus grande place des femmes en politique, signalant une évolution positive des normes sociales.

La confiance des répondants.es dans les institutions demeure très faible, tant envers les organismes de l'État (Primature, Conseil présidentiel, CEP) qu'envers les partis politiques. Les citoyens reconnaissent néanmoins le rôle important des autorités locales et de la justice, perçues comme plus proches et légèrement plus fiables. Malgré le désintérêt politique marqué, une majorité souhaite participer aux prochaines élections, mais seulement si la sécurité est rétablie. Enfin, une part importante de la population estime qu'une

force internationale pourrait appuyer la stabilisation du pays, tout en restant sceptique quant à l'efficacité des interventions déjà présentes.

Dans l'ensemble, l'enquête met en évidence une population à la fois éprouvée qui exprime un besoin urgent de protection, de services publics fiables et de gouvernance crédible. Ainsi, les réponses à la crise gagneraient à intégrer les vulnérabilités croisées révélées par l'enquête, différences de genre, d'âge, de handicap et de territoire, afin de garantir des mesures de sécurité, de relance et de gouvernance réellement inclusives et capables d'atteindre les groupes les plus marginalisés.

Fort de ce qui précède, les recommandations suivantes sont formulées :

- ▶ Prioriser le rétablissement de la sécurité. Le retour à la sécurité est indispensable à la reprise des activités économiques, la mobilité et l'accès aux services essentiels. Sans stabilisation sécuritaire, aucune initiative électorale ne peut être crédible ou efficace.
- ▶ Restaurer l'accès aux services de base. La population fait face à des ruptures majeures dans l'accès à la nourriture, à l'eau, aux soins, à l'électricité et aux communications. La réhabilitation de ces services est essentielle pour prévenir une aggravation de la crise humanitaire et réduire les disparités territoriales.
- ▶ Soutenir les moyens de subsistance des ménages. Les pertes d'emplois, d'entreprises et de revenus fragilisent durablement les foyers, surtout en

zone urbaine. Des programmes de soutien ciblé sont nécessaires pour relancer les activités économiques et renforcer la résilience des ménages.

- ▶ Restaurer la crédibilité de l'État. Les institutions publiques bénéficient d'une faible confiance de la part de la population. L'amélioration de la perception de la population à l'égard de ces institutions doit notamment passer par le renforcement de la transparence institutionnelle et la démocratisation des informations publiques.
- ▶ Garantir des conditions électorales sûres et inclusives. La majorité des répondants.es déclarent vouloir voter, mais uniquement dans un environnement sécurisé. Il est essentiel de garantir la disponibilité de la carte d'identification, l'accès aux bureaux de vote et un climat propice à la participation citoyenne.
- ▶ Clarifier et encadrer l'appui international. Une partie de la population est favorable à un soutien extérieur face à l'insécurité, mais juge les interventions actuelles insuffisantes. Un cadre clair, coordonné et transparent est nécessaire pour renforcer l'efficacité de l'assistance internationale.

4. ANNEXES

4.1. ANNEXE 1 : Profil socio-économique des répondants.es

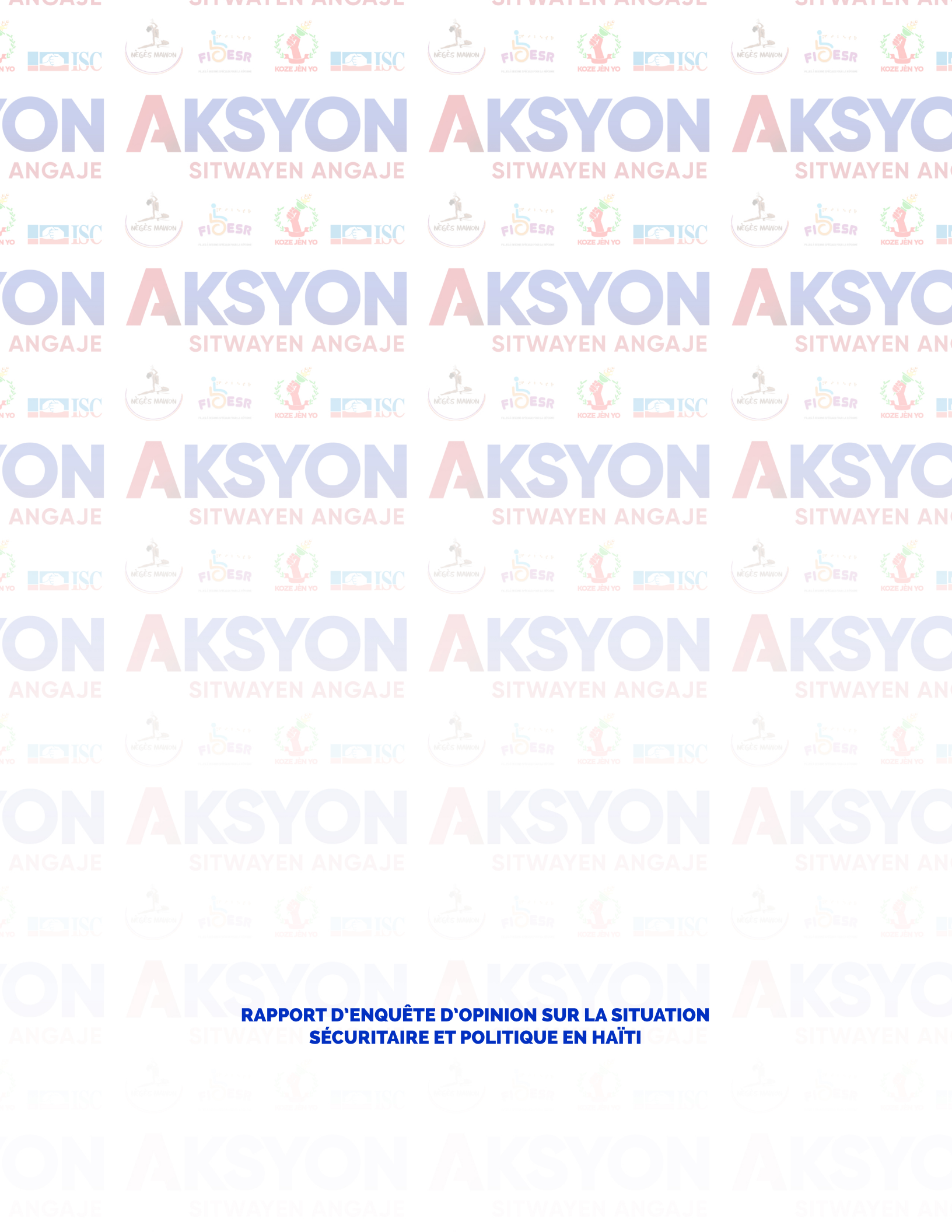
		Total	Femme	Homme
Sexe		100.0%	42.7%	57.3%
Département du répondant	<i>Artibonite</i>	18.0%	17.0%	16.9%
	<i>Grand 'Anse</i>	4.6%	4.2%	4.7%
	<i>Nippes</i>	3.0%	3.1%	3.5%
	<i>Nord</i>	8.8%	8.9%	8.8%
	<i>Nord-Est</i>	2.9%	3.5%	3.6%
	<i>Nord-Ouest</i>	6.1%	6.8%	6.8%
	<i>Centre</i>	7.5%	6.6%	7.0%
	<i>Sud</i>	7.5%	7.2%	7.8%
	<i>Sud-Est</i>	5.9%	5.9%	6.0%
	<i>Ouest</i>	35.8%	36.7%	34.9%
Total		100.0%	100.0%	100.0%
Milieu de Résidence du répondant	<i>Rural</i>	61.6%	63.0%	60.1%
	<i>Urbain</i>	38.4%	37.0%	39.9%
Total		100.0%	100.0%	100.0%
Niveau d'éducation du répondant	<i>Aucune éducation</i>	14.6%	18.3%	10.8%
	<i>Primaire ou moins</i>	26.8%	29.4%	24.2%
	<i>Secondaire ou plus</i>	55.6%	50.0%	61.3%
	<i>Pas de réponse</i>	3.1%	2.3%	3.8%
Total		100.0%	100.0%	100.0%

		Total	Femme	Homme
Occupation du répondant	Aucune	28.0%	37.2%	18.7%
	Employé	29.3%	16.2%	42.6%
	Entrepreneur	26.8%	32.8%	20.7%
	Autre	14.8%	12.7%	17.0%
	Pas de réponse	1.1%	1.1%	1.1%
Total		100.0%	100.0%	100.0%
Dépense Mensuelle du ménage	Moins de 25 000 Gourdes	38.5%	40.3%	36.7%
	25000-75000 Gourdes	30.8%	30.1%	31.6%
	75000-125000 Gourdes	5.8%	4.7%	6.8%
	125000-175000 Gourdes	2.8%	1.3%	4.2%
	Plus de 175000 Gourdes	0.8%	0.3%	1.4%
	Ne Sait Pas	19.7%	22.2%	17.1%
	Pas de réponse	1.7%	1.1%	2.3%
Total		100.0%	100.0%	100.0%
Religion	Catholique	40.0%	37.6%	42.4%
	Pas de religion	9.8%	9.2%	10.3%
	Protestant/Méthodiste/Adventiste/Témoin de Jéhovah;	42.1%	46.1%	37.9%
	Vodouisant	6.3%	6.0%	6.7%
	Pas de réponse	1.9%	1.1%	2.7%
Total		100.0%	100.0%	100.0%
Personnes vivant avec un handicap	Non	85.8%	85.6%	86.0%
	Oui	14.2%	14.4%	14.0%
Total		100.0%	100.0%	100.0%
Groupe d'âge	18-35 ans	33.4%	36.3%	30.4%
	36-53 ans	40.2%	40.2%	40.2%
	55 et plus	24.9%	22.0%	27.9%
	Pas de réponse	1.5%	1.5%	1.5%
Total		100.0%	100.0%	100.0%

Notes

[illegible]

[illegible]



**RAPPORT D'ENQUÊTE D'OPINION SUR LA SITUATION
SÉCURITAIRE ET POLITIQUE EN HAÏTI**